

solidaire

Hebdomadaire du Parti du Travail de Belgique – PTB

Rédaction : Bd. M.Lemonnier 171/10, 1000 Bruxelles ☎ (02)513 66 26

N° 3 (1118) 17 janvier 1996, 26^{ème} année. 40 fr. · Dépôt Bruxelles X

11 – 14

Yougoslavie occupée : reportage



Médecine pour le Tiers Monde a apporté des vêtements chauds et de la nourriture à ces enfants réfugiés lors des vacances de Noël. Pour eux : le premier signe qu'on ne les avait pas oubliés.

2 - 3

**Orphelinats chinois :
les mensonges
dévoilés**

6

**Services publics :
reprendre les actions
de décembre**

8

**Refinancement
de la SNCB ?
Une escroquerie !**



Nouvelle campagne de calomnies contre la Chine socialiste

Paul Cripfen

L'organisation américaine Human Rights Watch (HRW) a publié le 5 janvier, un document explosif sur les orphelinats chinois. HRW affirme que non seulement des milliers d'enfants meurent de mauvais traitements et d'absence de soins, mais qu'il s'agit même d'une politique délibérée des autorités chinoises. En réalité, tout le dossier repose sur des mensonges et des statistiques manipulées. L'objectif est, comme toujours, de présenter le socialisme comme un système criminel.

Mensonges sur les orphelinats

Human Rights Watch répand un mélange de mensonges et de statistiques manipulées

Tout le rapport de Human Rights Watch repose essentiellement sur un témoignage et sur des statistiques marginales. Ce qui n'empêche pas l'organisation de parler de «massacre d'enfants planifié centralement». L'unique souci de HRW est manifestement la propagande politique et non le bien-être des enfants chinois. Comment expliquer sinon que le directeur du bureau de l'organisation à Hong Kong ait reconnu qu'il ne voulait «pas remettre les preuves au gouvernement chinois avant d'avoir rendu l'affaire publique au niveau mondial». (1)

L'organisation s'appuie sur le témoignage de Mme Zhang Zhuyun, qui a travaillé pendant quatre ans et demi dans un orphelinat de Shanghai. La direction et le personnel de cet orphelinat contestent l'intégrité et la fiabilité de ce témoin, qui après son renvoi de l'institution, a émigré aux États-Unis en passant par Hong Kong. HRW reprend à son compte les affirmations de Zhang, selon lesquelles 1.000 enfants seraient décédés entre 1988 et 1992 dans l'orphelinat de Shanghai. Selon la direction, il s'agit d'une pure invention. Selon Human Rights Watch, la politique de la direction aurait consisté à maintenir le nombre d'enfants constant. Étant donné le grand nombre de nouvelles inscriptions annuelles, la direction prescrirait une diète qui ferait mourir de faim les enfants. La direction rétorque

que ces affirmations monstrueuses sont dénuées de tout fondement (voir ci-dessous). Elle fait notamment référence au grand nombre d'enfants qui quittent l'orphelinat pour être adoptés ou parce qu'ils deviennent majeurs ou encore parce qu'ils partent vers une autre institution.

Manipulation de statistiques

HRW estime elle-même à 100.000 le nombre d'orphelins chinois. Human Rights Watch ne dispose que de données concernant un groupe limité de 8.739 enfants. C'est-à-dire 8,7 %. Le rapport même de HRW estime qu'il s'agit des 8 % de cas les plus graves. Il ressort de ces chiffres, qu'il y aurait un taux de décès de 21 %. Aux normes belges, cela ferait 17 cas de décès d'enfants. Voilà sur quoi on se base pour affirmer que la Chine serait remplie de «camps de la mort pour les orphelins».

Sur les 100.000 orphelins, on n'en retrouve que 43.000 dans les statistiques des institutions. Cela suffit à HRW pour suggérer que les autres auraient été massacrés. «L'ampleur réelle de la catastrophe pourrait donc être bien plus grave que ce que suggère le matériel du rapport», déclare HRW. La réalité toute simple qu'un certain nombre d'orphelins sont adoptés, qu'ils deviennent adultes et que les statistiques d'une



Les enfants handicapés mentaux abandonnés à leur sort ? Grossier mensonge ! Photo : une éducatrice leur enseigne la broderie.

immense pays en voie de développement ne sont évidemment pas complètes... tout cela ne cadre évidemment pas dans la propagande de HRW.

Signalons enfin que le chiffre de 100.000 orphelins, avancé par HRW, est pour le moins en contradiction avec un autre mensonge célèbre de la propagande

anticommuniste. Il y a quelques mois, lors de la conférence internationale des femmes à Beijing, certains avaient réitéré l'accusation que les bébés-filles seraient massivement abandonnés par leurs parents. Cette thèse est également avancée par HRW pour «expliquer» le prétendu afflux d'orphelins qui seraient ensuite

massivement exterminés par le personnel des orphelinats. Or, 100.000 orphelins sur une population de 1,2 milliards d'habitants, dont 350 millions d'enfants, cela ne fait toujours que 1 pour 12.000 habitants ou 1 pour 3.500 enfants.

1. International Herald Tribune, 6 janvier 1996.

La direction de l'orphelinat de Shanghai : «1000 morts, c'est un pur mensonge»

Voici des extraits du communiqué de presse de la direction de l'Institut de l'Enfance à Shanghai. «Notre institut accueille quatre catégories d'enfants :

- 1) Des enfants qui ont perdu leurs deux parents par suite d'accidents ou de catastrophes
- 2) Des enfants souffrant de handicaps physiques ou mentaux sévères, et qui sont difficilement guérissables.
- 3) Des enfants abandonnés
- 4) Des enfants perdus et hébergés ici temporairement en attendant de retrouver leurs parents

En 1994, 402 enfants séjournent dans l'Institut de Shanghai, dont 202 nouveaux venus. Certains enfants sont gravement malades, voire mourants, au moment de leur arrivée. Ces enfants reçoivent les soins médicaux qui s'imposent. Le chiffre de mortalité des deux dernières années s'élève à 4 %. L'affirmation qu'il y aurait eu 1.000 décès entre 1988 et 1992 est un mensonge délibéré.

L'accusation de mauvais traitements est tout aussi peu fondée. Nous menons une politique d'accueil, de recherche de parents adoptifs, de traitement et d'éduca-

tion. En 1994, 183 enfants sur 402 ont quitté l'Institut. 124 d'entre eux ont été adoptés. 5 ont retrouvé leurs parents. Les autres se sont mariés, ont trouvé du travail ou ont été déplacés vers un autre institut. En ce qui concerne le traitement : une proportion importante des enfants pris en charge sont gravement malades ou handicapés. Si une intervention médicale est nécessaire, les enfants sont transférés vers un grand hôpital de la ville. En 1994, 87 enfants handicapés ou malades ont ainsi été transférés (par exemple pour un défaut cardiaque ou une

malformation). Les enfants handicapés étudient comme les autres. Ceux qui souffrent de problèmes moteurs reçoivent un traitement combiné de médecine chinoise et occidentale : le taux de guérisons est de 90 %. Les enfants handicapés moteurs suivent l'école normale ; les enfants aveugles ou sourds-muets bénéficient d'un enseignement spécial.

Actuellement, 32 enfants vont à l'école en dehors de l'Institut. Pour soutenir l'enseignement de ces enfants-là, l'Institut dispose de deux professeurs pour l'accompagnement extra-scolaire.

Le 1 juin 1993, l'Institut a fondé une école avec des classes pour enfants handicapés mentaux, des classes maternelles et primaires. On a également fondé une formation professionnelle pour augmenter l'autonomie des enfants et les préparer à la vie active. Les droits légaux des enfants de l'Institut sont garantis.

Human Rights Watch a déjà lancé de telles attaques à plusieurs reprises, dans le but d'influencer l'opinion publique. Cela montre clairement leurs buts politiques et leur attitude hostile au peuple chinois».



Han Weicheng, l'ancien directeur a réfuté les mensonges de la presse internationale le 8 janvier, dans l'Institut de l'Enfance à Shanghai. Sa défense n'a pas fait l'objet d'une seconde d'attention de la part des médias occidentaux.

L'aubaine des orphelins chinois

Nouveau sommet de la propagande anticommuniste

Le tapage sur le rapport de Human Rights Watch n'a rien à voir avec l'indignation, mais tout avec le calcul politique. Le quotidien américain International Herald Tribune espère que le rapport «influencera la discussion dans la commission des droits de l'homme de l'ONU en mars prochain» (1). Voici six ans que les pays européens et américains essaient de faire condamner la Chine par cette commission.

La presse occidentale aime se dire «objective». Pour des questions controversées, cette presse présente les différentes thèses. Lors du scandale du sang contaminé en France, par exemple, tous les journaux ont largement reproduit

l'avis du ministre Fabius. Mais dès qu'il s'agit de nous informer sur les pays socialistes, cette pratique disparaît soudainement.

Le 8 janvier, la presse internationale a pu visiter l'Institut de l'Enfance à Shanghai. Han Weicheng, l'ancien directeur, décrit comme un criminel par le HRW, a pris la parole. Sa défense n'a pas fait l'objet d'une seconde d'attention de la part des médias occidentaux. Tout au plus nous a-t-on appris que «l'offensive de charme chinoise a échoué» (2).

Les mensonges et les demi-vérités, les images choquantes, tout cela ne sert qu'à faire passer toujours le même message, un message qui n'a rien à voir avec la vérité : «le

socialisme est un système criminel». HRW dépend vraisemblablement des services de guerre psychologique de la CIA.

Le Dr Zhang a déjà bien appris à réciter sa leçon depuis qu'elle habite aux USA, le pays de la «liberté» : «l'égoïsme sans borne des Chinois, qui découle de quarante années de campagnes politiques... d'absence de liberté et de sens des responsabilités... vous pouvez y vivre impunément toutes vos frustrations et travailler le moins possible». Les idéologues de l'anticommunisme semblent persuadés qu'ils peuvent maintenant raconter tout ce qu'ils veulent. A la BRTN : «en Chine, une vie humaine ne vaut rien; cela provient du confucianisme et du communisme». Et dans De Morgen, C. Vuylsteke écrit : «La création d'une société socialiste a rendu toute forme de travail social superflu aux yeux des dirigeants».

Qui sont les assassins ?

Les propagandistes pro-capitalistes détournent ainsi l'attention des 14 millions d'enfants qui meurent *réellement* chaque année dans les magnifiques pays où règne l'économie de marché. (4) Cela permet de faire oublier les 300 enfants irakiens de moins de cinq ans qui meurent *chaque jour* des suites de l'embargo imposé par les USA avec la complicité de la Belgique. Enfin, on *oublie* également de signaler que les formes de corruption et les abus qui existent en Chine sont généralement le fait de ceux qui n'attendent qu'une chose : la fin du socialisme et l'économie de marché qui leur permettra de s'enrichir plus vite; et que les communistes chinois les combattent activement.

1. International Herald Tribune, 6.1.96. 2. La Libre Belgique 11.1.96. 3. Actueel (Radio 1) 8.1.96. 4. Africa World Review 1994, cité dans NGO's, missionarissen van de nieuwe kolonisatie ?, EPO, 1994.

Record mondial pour la santé et l'éducation des enfants

Avec ses 1,2 milliards d'habitants, la Chine est le plus grand des pays en voie de développement. Elle compte autant d'habitants que l'Afrique et l'Amérique latine réunies. Il y a cinquante ans, la Chine faisait partie des pays les plus pauvres de la terre, au même titre que l'Afrique coloniale. Le pays n'a commencé à se développer réellement qu'à partir de 1949, quand les communistes chinois ont chassé les puissances étrangères et instauré le socialisme. Depuis lors, la santé et l'éducation ont toujours occupé une place prioritaire dans la politique des autorités chinoises. L'Unicef nous fournit chaque année un aperçu du progrès des différents pays en matière de soins de santé et d'enseignement (1). L'organisme calcule notamment l'écart entre les résultats obtenus par chaque pays dans ces deux domaines et celui auquel on pourrait s'attendre «normalement» étant donné le niveau de richesse (re-

nu par habitant). Cela permet de mesurer l'effort réalisé par les différents gouvernements au profit de la santé et de l'éducation des enfants, compte tenu des moyens disponibles. Or, on constate que c'est la Chine qui obtient les plus hauts résultats mondiaux ! Ainsi, pour la mortalité infantile, la Chine fait 66 points de mieux que ce que permet de prévoir son niveau de richesse. La Belgique, elle ne fait que 2 points de mieux. La plupart des pays d'Afrique et d'Amérique latine font un score plus mauvais que prévu. De même en matière d'enseignement, c'est encore la Chine qui fournit les plus importants efforts au monde, compte tenu de son revenu national. Le taux de scolarisation y est 30 points au-dessus du niveau prévu.

1. The progress of nations, the nations of the world ranked according to their achievements in child health, nutrition, education, family planning, and progress for women. 1995, Unicef, p.50-51.

Trucage scandaleux

Toutes les télévisions ont montré la semaine dernière la photo d'un enfant chinois, attaché sur son lit, d'une maigreur extrême. Il était censé représenter la façon dont sont traités les enfants. Il s'agit pourtant d'une falsification dégoûtante. L'enfant en question a été amené à l'institut le 24 février 1988. Il semblait lourdement handicapé mentalement. Il souffrait également d'une maladie du système nerveux central qui l'empêchait d'assimiler toute nourriture. Les médecins ont tenté de le maintenir en vie par des apports intraveineux. L'enfant est malgré tout décédé le 17 juillet 1992. Son dossier médical témoigne de la grande attention que lui ont porté les médecins et

les infirmières.

La photo montre l'enfant attaché. Cela n'est jamais arrivé et n'avait aucun sens, car l'enfant était beaucoup trop faible pour se blesser lui-même. Aucun enfant n'est d'ailleurs attaché de cette façon. L'examen montre que cette photo a été prise par un autre enfant qui a été ajouté aux auteurs du rapport, Zhou Zhuqing. Zhou a fait poser des enfants malades dans toutes sortes de positions. Deux enfants plus âgés l'ont aidé à faire des photos. Zhou leur demandait d'oter les vêtements des enfants qu'il souhaitait photographier. Et tout cela est présenté comme d'authentiques preuves !

Contre-révolution "de soie"

Le moment choisi par HRW pour lancer sa campagne ne doit rien au hasard. Les pays impérialistes ont été quelque peu secoués par les récents scrutins en Russie et en Europe de l'Est. A peine cinq ans après la contre-révolution de velours, les forces communistes reprennent déjà du terrain.

Mais le plus grand souci est d'empêcher la Chine de devenir l'une des plus grandes puissances économiques au monde. L'impérialisme ne voit en effet qu'un seul rôle pour ce géant du Tiers Monde : celui d'une néocolonie disposant d'un énorme marché.

Au printemps prochain, se tiendra une session de la commission de l'ONU pour les droits de l'homme. Pour la sixième fois consécutive, les USA et certains pays européens

feront pression sur cette commission afin qu'elle condamne la Chine. A ce jour, cela ne leur a jamais réussi. Mais si les pays impérialistes parvenaient, cette année, à faire adopter leur résolution antichinoise, ils pourraient l'utiliser comme prétexte pour boycotter le pays de différentes manières sur le plan économique.

La presse américaine ne se gêne plus pour écrire ouvertement qu'il faut «renverser le socialisme chinois». On y rêve d'une réédition des événements de 1989, une contre-révolution de soie. Certains voient cette affaire comme une relance de la campagne de déstabilisation de la Chine, avant juin 1997, moment où la colonie britannique de Hong Kong retournera à la Chine.

Et les défenseurs des droits de l'homme en Roumanie ?

Qu'une contre-révolution triomphe en Chine, c'est là qu'on verrait réellement la vie de centaines de milliers ou même de millions d'enfants menacée. Il suffit d'un regard sur la situation actuelle en Europe de l'Est et en Russie pour s'en convaincre. Ainsi vient-on d'apprendre que

les hôpitaux roumains sont isolés de l'extérieur parce qu'un mystérieux microbe a coûté la vie à 10 % des enfants d'une maternité. La cause : les mauvaises conditions d'hygiène engendrées par le démantèlement social consécutif au renversement du régime socialiste dirigé par Ceaucescu. (La Libre Belgique, 11/1/96)

La politique de l'enfant unique

La campagne du HRW sur les orphelinats est une nouvelle occasion d'attaquer la politique chinoise de planification démographique. Selon ses détracteurs, c'est en raison de cette politique que les parents chinois abandonneraient massivement leurs enfants. En réalité, ces critiques — non fondées d'ailleurs — démontrent surtout que ces gens se fichent pas mal du sort des enfants chinois. Il y a 1,2 milliard d'habitants en Chine. Chaque année leur nombre s'accroît de 14 millions. Le pays dispose de 0,1 hectare de terre agricole par habitant, soit un quart de la moyenne mondiale. On peut faire des comparaisons analogues pour ce qui

concerne l'eau potable. Grâce à sa politique «d'un enfant par famille», la Chine est parvenue à réduire de 260 millions le nombre des naissances annuelles. Selon les dernières estimations, la population chinoise se stabiliserait autour de 1,5 à 1,6 milliards en 2050. Sans la politique de limitation des naissances, l'économie chinoise serait tout à fait déstabilisée. L'alimentation, les soins de santé et l'enseignement ne pourraient soutenir ce rythme, avec les conséquences qu'on peut imaginer pour les enfants chinois. (Source : Bureau d'État Chinois pour la statistique et Beijing Review 1.08.94)

EDITORIAL

*Concertation :
le guet-apens !*

Kris Hertogen

Le mouvement de protestation contre la politique gouvernementale redémarrera-t-il ? Le gouvernement n'est pas rassuré. Il déploie sur tous les fronts, et avec le soutien de la grande bourgeoisie, la tactique de la concertation. Que peut-on en attendre ? Le gouvernement a accordé quelques milliards supplémentaires à la SNCB, à condition que les syndicats négocient un "plan d'accompagnement social" respectant l'essentiel du plan Schouppe-Damar. A la Sabena, les CCT ont été rétablies pour trois mois... à condition que les syndicats négocient sur base des lignes de force du plan de la direction. Au comité A, les syndicats des fonctionnaires, sous la direction du premier ministre en personne, vont négocier des prochaines CCT, mais les grandes questions qui ont suscité la manifestation du 13 décembre — privatisations, pensions et statut — ne figurent pas à l'agenda.

Par la tactique de la concertation, le gouvernement veut 1) impliquer les syndicats dans la mise à exécution des lignes de force de sa politique, 2) paralyser la lutte et 3) saucissonner le mouvement d'opposition en isolant chaque secteur.

Les syndicats doivent refuser cette voie sans issue, qui ne produira que misère et chômage et ne mènera qu'à la rancœur et à l'antisyndicalisme.

Abattons la potence de la concertation et optons pour le développement de la lutte. C'est le seul moyen de dresser une digue contre la politique antisociale du gouvernement et des patrons. En trois semaines de lutte, les travailleurs français sont parvenus à arracher plus de respect qu'en vingt ans de concertations. Aujourd'hui, les travailleurs belges sont prêts, eux aussi, à engager un tel combat. C'est ce qu'ont démontré, avant Noël, les grèves spontanées des cheminots, les actions sensationnelles du personnel de la Sabena et l'affluence inespérée des fonctionnaires à la manifestation du 13 décembre. Sous la pression de la base, la CGSP vient d'annoncer une manifestation pour le 26 janvier. Aux chemins de fer et à la Sabena, l'heure de vérité approche. Le personnel communal gantois a entamé une guérilla contre la privatisation des services communaux. Dans l'enseignement francophone, de nouvelles actions sont prévues.

C'est au développement de tous ces mouvements de lutte et à leur connexion que tous les syndicalistes de combat doivent aujourd'hui accorder toute leur attention. Ils doivent proposer un programme aux travailleurs. Brisons les carcans et les enveloppes, causes des restrictions dans les services publics et la Sécu. Faisons payer les riches pour le refinancement des services publics, de l'enseignement et de la Sécurité sociale. Faisons payer les patrons en introduisant l'interdiction légale de licenciement et la semaine de 32 heures avec maintien du salaire.

Impôt sur la fortune : la mode est au mini...

Une manoeuvre de récupération socialiste

«Feu vert de l'administration à l'impôt sur la fortune», titrait Le Soir le 22 décembre. Nombre de syndicalistes ont dû se dire "enfin !" Pourtant, ce cadeau de Noël a fichtrement les allures d'une récupération. Et les récentes déclarations d'Elio Di Rupo ne nous feront pas changer d'avis.

Georges Moreau

Dans un article du Bulletin de documentation du ministère des Finances, Marc Delporte, l'administrateur général des impôts, et son collaborateur Alain Moreau (tous deux membres du PS), plaident en faveur d'un impôt sur la fortune (1). Ils viennent de recevoir l'appui du vice-premier ministre PS Di Rupo (2).

Mais l'impôt qu'ils proposent est vraiment mini, mini... Il s'agit d'une taxe d'un pour-cent sur l'accroissement annuel du patrimoine familial, soit moins de 0,1 pour-cent d'impôt par an sur le patrimoine proprement dit. Si on taxe les 44.000 ménages les plus riches (qui possèdent un quart des fortunes), l'impôt de Delporte rapporte 6,25 milliards de FB. Si on l'étend aux dix pour-cent les plus riches, il passe à 13,75 milliards (moins la fraude).

Ces chiffres sont à comparer au rendement de l'impôt sur la fortune que propose le PTB : deux pour-cent par an sur le montant du patrimoine familial, à partir d'un seuil de 20 millions. Cet impôt toucherait les cinq pour-cent les plus riches et rapporterait en théorie 150 milliards (en pratique, compte tenu des capitaux placés à l'étranger qui y échapperaient facilement, le rendement serait de 100 milliards). L'impôt "PTB" rapporte donc dix à vingt fois plus que l'impôt "Delporte".

Comment détourner un slogan populaire?

Tout porte à croire que l'article de Marc Delporte est une manoeuvre téléguidée par le PS. Les sociaux-démocrates sont occupés, avec leurs partenaires chrétiens, à démantibuler la Sécurité sociale, à liquider les services publics et l'enseignement démocratique et à imposer des charges fiscales croissantes à la classe travailleuse. Ils craignent que cette politique ne finisse par buter sur une résistance ferme de la part des responsables syndicaux et souhaitent donc leur offrir une monnaie d'échange. Comme la revendication d'un impôt sur la fortune gagne de plus en plus de sympathies dans les milieux syndicaux, le PS reprend cette idée, mais en la vidant de tout

contenu. L'impôt sur la fortune version socialiste ne sera qu'une chiquenaude pour le grand capital, mais il permettra de dire : vous voyez, nous avons été "équitable"; les riches ont dû payer aussi.

Interrogé à propos de l'impôt sur la fortune, Elio Di Rupo se garde d'ailleurs bien de citer le moindre chiffre (3). Il ne mentionne aucun taux d'imposition, aucun seuil de perception et, forcément, aucune perspective de rendement.

Certains milieux proches du PS se plaisent aussi à dire que "l'impôt sur la fortune est possible, puisqu'il existe en France". L'argument est souvent repris, en toute bonne foi, par des militants syndicaux. Mais il ne tient pas la route : l'impôt sur la fortune français est l'exemple à ne pas suivre. Il frappe essentiellement la propriété immobilière et exonère les placements importants dans les actifs de certaines sociétés. Il rapporte à peine la moitié de la taxe auto-moto ! (4) Il ne sert qu'à tromper le peuple en feignant de s'attaquer "aussi" aux riches.

Des mesures "anti- fuite" insuffisantes

L'article de Delporte contient malgré tout quelques informations utiles pour les défenseurs d'un véritable impôt sur la fortune. Il calcule par exemple que la création d'un cadastre des fortunes ne coûterait que 1,4 milliards la première fois, puis 400 millions par an (Maystadt s'était opposé à l'impôt sur la fortune en prétextant que les frais administratifs dépasseraient le montant des recettes). Pour empêcher la fraude, Delporte avance certaines mesures qu'on retrouve dans le programme fiscal du PTB, par exemple «l'obligation de déclaration pour le secteur bancaire». Mais il suggère également quelques "trucs" auxquels nous n'avons pas pensé, comme la possibilité de prendre en compte les bijoux et les objets d'art, en obligeant les assureurs à déclarer les contrats couvrant ces biens.

Par contre, rien n'est proposé contre la fuite de capitaux. Delporte s'en tire en disant que l'impôt sur la fortune ne provoquera pas beaucoup de fuite. Au taux ridicule de 0,1 pour-cent c'est évidemment vrai. Mais si on veut prélever



A force de fréquenter les riches, les dirigeants socialistes finissent par leur ressembler... et à protéger leurs fortunes. Mitterrand au mariage de Grace Kelly.

deux pour-cent par an sur les grandes fortunes, il faudra de sévères mesures "anti-fuite". Delporte déclarait lui-même en août que «la volatilité des revenus (de la fortune) est extraordinaire. Toutes les fortunes importantes de ce pays procèdent à une diversification importante de leurs avoirs de manière telle que la création d'un impôt sur l'actif visant à cerner le patrimoine est vouée à l'échec.» (5)

Pour commencer, il faut dénoncer les accords européens sur la libre circulation des capitaux. D'autre part, il faut savoir précisément qui possède quelle action, quelle obligation, quelle SICAV... Bref, il faut que tous

ces "titres au porteur", tous ces bouts de papiers anonymes, deviennent des titres nominatifs. Cela peut se faire en fermant les frontières pendant quelques jours sous peine de nullité de tout ce qui n'aurait pas été déclaré.

La différence est grande entre leur impôt d'apparat et celui du PTB : radical, efficace, capables de redresser les finances publiques avec l'argent que les nantis ont volé aux travailleurs en vingt années de crise.

1. Le Soir, 22.12.95. 2. Le Soir, 8.1.96. 3. Journal de RTL-TVI, 9.1.96. 4. Alternatives économiques, n°25, 3ème trimestre 1995. 5. Trends-Tendances, 23.8.95.

Millionnaire donc riche ?

Mme S. avait trimé toute sa vie comme femme d'ouvrage dans une école où les nonnets la payaient en dessous du barème légal. Elle était célibataire et n'avait jamais touché d'héritage. A sa mort, la famille a pourtant découvert pour 2,5 millions de carnets d'épargne et de titres divers. Ce cas n'est pas exceptionnel. En vivant modestement et en recapitalisant soigneusement leurs intérêts, de simples travailleurs ont parfois pu épargner plusieurs millions. Ils ne sont pas "riches" pour autant. Une épargne de 5

millions, par exemple, rapporte quelques 250.000 francs nets par an. Cela permet d'arrondir la pension, mais on est encore loin du grand luxe.

C'est pour ne pas frapper les petits et moyens épargnants que le PTB propose un seuil élevé (20 millions) pour l'impôt sur la fortune. Quant à ceux qui possèdent 10 ou 15 millions, tout en jouissant de revenus professionnels élevés, ils devront être frappés par une taxation plus élevée des revenus du capital. C'est ce que prévoit un autre point du programme du PTB.

Mitterrand adulé par... le PRL

«Avec Mitterrand disparaît le président français le plus atlantiste et le plus européen de l'après-guerre», écrit le CVP Mark Eyskens. Mais Mitterrand est surtout l'artisan aux côtés de Kohl de l'Europe de Maastricht. Guy Spitaels (PS) souligne «la continuité d'un demi-siècle d'engagement européen allant jusqu'à l'engagement physique dans le référendum pour Maastricht, son amitié avec le chancelier Kohl, son refus d'une politique de revanche». Le PRL retient son action au début des années 80 «pour lutter contre le totalitarisme, notamment soviétique». (La Libre Belgique, 9.1.95)

«Deutschland über alles !»

Hubert Verhelst, chef de la fraction Vlaams Blok au conseil provincial de Flandre occidentale, participait à la conférence "Freiheit für Deutschland" (Liberté pour l'Allemagne) de l'organisation nazie Deutsche Volkunion (DVU) à Passau, en octobre 1995.

Selon le journal de la DVU "Deutsche National Zeitung" (13.10.95), il a rencontré «un grand succès pour son refus de la falsification de l'histoire.

Verhelst a parlé des mensonges monstrueux contre l'Allemagne.» Pas étonnant, la DVU de Gerhardt Frey se spécialise dans la négation des massacres et des camps de concentration des nazis.

Le Vlaams Blok veut à nouveau marcher au pas de l'oie avec la Grande Allemagne. C'est ce qui ressort de la conclusion de Verhelst : «Je vous confirme notre plus grand souhait politique : vive la future Flandre libre, ce qui signifie, en toute logique, que nous formons le voeu qu'à l'avenir, dans une famille réunie, vous puissiez crier et chanter fièrement : Deutschland, Deutschland über alles.»



Devant la tombe de l'Inconnu 1 et de l'Inconnu 2. La mort atroce des deux passagers clandestins a suscité une profonde émotion et l'indignation générale.

Soutien populaire aux 4 réfugiés

Mais soutien des fascistes à Vande Lanotte

Grande solidarité avec les réfugiés de l'Elise D. Elle contraste avec les applaudissements sinistres du Vlaams Blok et du Front National aux projets Vande Lanotte.

Marianne Martin

Des dizaines de personnes ont déjà versé leur contribution au Fonds de Soutien Réfugiés de Frontières Ouvertes. Cette solidarité chaleureuse contraste avec l'acharnement de Vande Lanotte et du Commissaire Général Bossuyt contre les réfugiés. L'Office des Étrangers, qui dépend de Vande Lanotte, a déclaré la demande d'asile des quatre rescapés irrecevable. Bossuyt vient de confirmer cette décision. Il ajoute que tous peuvent être refoulés vers le pays qu'ils ont fui, y compris le

jeune de 14 ans. Il préconise toutefois que l'enfant ne soit pas rapatrié... en bateau.

Le combat pour la régularisation du séjour des quatre rescapés de l'Elise D. continue donc. L'avocat des réfugiés de l'Elise D, Jan Fermon, poursuit la procédure pour que le ministre de l'Intérieur autorise les quatre rescapés à séjourner en Belgique. Des raisons humanitaires évidentes sont invoquées : le traumatisme de la guerre en Sierra Leone, de la perte des parents mais aussi le traumatisme du voyage en bateau au cours duquel les

rescapés ont entendu pendant plusieurs jours les cris des autres clandestins agonisant près d'eux sous les ballots de cacao. Ils ne pouvaient rien faire. Eux-mêmes mouraient de faim et de soif jusqu'à ce que l'un d'entre eux ait pu s'extraire de sa cachette. Pour le jeune de 14 ans, l'avocat introduit également un recours en extrême urgence devant le Conseil d'Etat pour demander l'application de la loi interdisant le rapatriement d'un mineur non accompagné ainsi que l'application de la convention sur la protection des droits de l'enfant et la convention de sauvegarde des droits de l'homme.

Contactez Frontières Ouvertes, chaussée de Haecht, 276, 1030 Bruxelles, tel. 245.84.11., compte 001-1770552-87.

Schaerbeek : un commissaire fasciste

Demol était membre d'une milice criminelle

Danny Goderis

Le quotidien De Morgen a révélé samedi dernier que Johan Demol, commissaire en chef de la police de Schaerbeek, a été membre de la milice fasciste Front de la Jeunesse (FJ). Demol appartenait à un noyau de gendarmes d'extrême droite dans l'unité antiterroriste Diane qui avait (a) des liens avec des groupes nazis. De Morgen tire son information d'un rapport de la gendarmerie, du 4 octobre 1984, établi par le major Kensier.

Demol y est cité en compagnie de Michel Van Hove, fasciste condamné en novembre 1982 à

trois ans de prison avec sursis pour l'incendie des locaux de l'hebdomadaire *Pour*. Kensier établit aussi un rapport entre Demol et le vol d'armes au groupe Diane, en 1982. Ce vol et le Front de la Jeunesse sont cités dans l'enquête sur la Bande du Brabant.

Demol réagit en niant avoir été membre du FJ.

Lundi, De Morgen publiait un document dans lequel le dirigeant du FJ Dossogne affirme que Demol a été membre cotisant de l'organisation. Les liens entre Demol et les fascistes n'ont pas empêché la nomination de Demol au poste de commissaire en chef. Demol ne

bénéficie pas seulement de sympathies dans les milieux nazis classiques mais aussi dans les hautes sphères "respectables".

Il faut une enquête sur les protecteurs du commissaire. Demol doit être licencié immédiatement. Les services de police doivent être nettoyés de tous leurs éléments fascistes.

Ce n'est pas un hasard si la gendarmerie laisse aujourd'hui diffuser ce document. Les ministres SP Tobbacq puis Vande Lanotte souhaitent que la gendarmerie chapeaute l'ensemble de l'appareil répressif. La police communale devrait

céder des attributions. L'agitation sociale est prévue dans les années à venir. La bourgeoisie veut charger la seule gendarmerie de sa répression. En matière de comportements racistes et fascistes, la gendarmerie n'a rien à envier à la police de Demol. La fusillade contre Turgut Sag en avril 1995 ou la répression des étudiants à Liège et des travailleurs à l'aéroport de Zaventem en témoignent.

Les ambitions de Demol gênent sérieusement l'état-major de la gendarmerie (aux sympathies SP). La gendarmerie est une troupe antipopulaire, dont tout démocrate doit exiger le démantèlement.

EN BREF

Chômeurs... en grève !

Les stagiaires de plusieurs centres de formation professionnelle du VDAB (ONEM en Flandre) sont à l'origine de cette première sociale. Motifs ? En accord avec le gouvernement flamand, le comité directeur du VDAB a décidé de supprimer la prime de 40 F l'heure accordée aux chômeurs en formation. Seuls les demandeurs d'emploi qui ont plus d'un an de chômage au début de leur formation conserveront cette prime. De nombreuses personnes qui ont quitté l'école, ou qui émargent au CPAS, perdront ainsi jusqu'à 5.000 F par mois, une sérieuse amputation de leurs maigres revenus. Lorsque les stagiaires ont reçu, après la nouvelle année, une annexe à leur contrat, ils ont massivement refusé de la signer. Jeudi dernier, ils ont entamé des actions dans les sièges de Gand et de Hasselt et vendredi, à Eisden, Haasrode et Anderlecht. A Hasselt, ils ont manifesté devant les sièges de la CSC et de la FGFB pour le retrait de cette mesure.

Diabétiques : payez vous-même

Plus de 16.000 diabétiques bénéficient actuellement de la gratuité des injections et des bandelettes pour tester le taux de glucose dans le sang. L'INAMI veut désormais limiter de manière drastique un certain nombre de "faveurs". Ce qui représente pour 5.000 diabétiques une dépense supplémentaire de 2.500 F par mois. (Het Volk, 12.1.96 en De Morgen, 23.12.95)

Le FN et le Vlaams Blok applaudissent le gouvernement

Le parlementaire Vlaams Blok Filip De Man triomphait lors de son interpellation sur le nouveau projet de loi du ministre Vande Lanotte (SP) en matière de droit d'asile : «Mon parti félicite le ministre pour ses récentes propositions. Nous estimons qu'une part fondamentale du programme de notre parti sera réalisée par le gouvernement. Le Vlaams Blok ne va pas encore offrir une carte de membre au ministre Vande Lanotte, mais pourtant nous le félicitons.» La députée Marguerite Bastin déclare elle aussi que «le Front National soutient le projet de loi du ministre». (Rapport de la Chambre, 10.1.1996, p. 2-4.) Après de tels éloges au gouvernement PS-PSC, quel antiraciste pourrait encore se sentir bien au sein des partis de cette coalition ?!

Pensions du personnel communal : alerte !

L'Association des villes et des communes belges (AVCB), qui représente les 589 communes de Flandre, Bruxelles et Wallonie — 150.000 salariés — a écrit au gouvernement que la charge des pensions de son personnel devient insupportable. Les cotisations pour les pensions à l'Office National de Sécurité Sociale des Administrations Provinciales et Locales ont augmenté d'un tiers en cinq ans. En 1987, le taux de cotisation était de 19,4 pour-cent (sur les traitements des nommés), en 1991 de 21,5 et en 1995 de 28,5 pour-cent. L'AVCB propose de remplacer la péréquation par des "adaptations au bien-être" plus faibles. Elle veut "compléter" le système de répartition par la capitalisation. Elle propose de comptabiliser moins de jours non prestés dans le calcul des pensions. Et elle veut "progressivement" calculer les pensions sur base du salaire de toute la carrière au lieu du salaire des cinq dernières années. (De Standaard, 11.1.96)

EN BREF

USA

Ca bouge dans les syndicats

La fédération des syndicats des Etats-Unis, AFL-CIO (13 millions de membres) a tenu un Congrès de 1.068 délégués pour élire une nouvelle direction. Le vent de la lutte de la base y a soufflé, comme jamais depuis le maccarthysme (chasse aux communistes) des années 50. La classe ouvrière américaine en a marre des jobs mal payés, superflexibles, sans protection sociale, ce que nous appelons l'américanisation. 654 délégués de base y participaient, presque trois fois plus qu'en 1993. Notamment 35 militants de Decatur, la zone de guerre de classe de l'Illinois. Ils venaient à nouveau rappeler leur existence aux dirigeants de la fédération. Les syndiqués en lutte contre les trois entreprises de Decatur, Staley (alimentation), Caterpillar et Bridgestone-Forstner (pneus), sont devenus une sorte de symbole du fossé entre les hauts dirigeants syndicaux et la base. A Staley, les travailleurs subissent un lock-out patronal depuis près de deux ans et demi. Dan Lane, ouvrier de Staley n'a arrêté sa grève de la faim (64 jours) que lorsque le nouveau président élu de l'AFL-CIO, John Sweeney lui a déclaré solennellement devant le Congrès : «Votre combat est au sommet de notre liste de priorité.» L'AFL-CIO a immédiatement mis sur pied un comité national de lutte avec, pour commencer, 40 organisateurs du combat à mener dans l'ensemble du pays. (Labor Notes, 12/95)

La gauche entre à la direction de l'AFL-CIO

La fédération syndicale AFL-CIO connaît depuis 45 ans une direction réactionnaire voire ultra-réactionnaire qui soutient l'impérialisme américain. John Sweeney, le nouveau président, a marqué un certain souci pour le travail à la base et une ouverture démocratique. Rich Trumka, le nouveau secrétaire-trésorier (le n°2 de la fédération) a été plus clair que Sweeney sur la nécessité du travail militant, de l'unité syndicale et l'indépendance politique (envers le parti démocrate de Bill Clinton). Linda Chavez-Thomson, nouvelle vice-présidente, a décrit sa mission : ouvrir la porte de la fédération aux femmes, aux minorités nationales et aux sections locales, ce qui n'était guère le cas jusqu'à présent. Au Conseil exécutif de l'AFL-CIO, aux côtés des anciens membres, se sont ajoutés 18 nouveaux membres : six femmes, neuf Noirs, un Latino, un Asiatique et enfin Bob Wages, le président progressiste du syndicat du pétrole, de la chimie et de l'énergie nucléaire. (Labor Notes, 12/95)

Mexique

Dirigeants syndicaux en prison

Le traité de libre échange entre les USA, le Canada et le Mexique a précipité dans la misère des millions de Mexicains. Les Zapatistes mènent depuis deux ans la lutte pour la démocratie et le progrès social. Des luttes syndicales secouent tout le pays. Ainsi les 10.000 travailleurs de la compagnie d'autobus Ruta 100 de Mexico luttent depuis un an contre la privatisation imposée de leur compagnie, malgré qu'ils vivent dans la misère noire du chômage. Leurs leaders syndicaux croupissent en prison depuis des mois, maltraités, car ils refusent d'accepter la privatisation de Ruta 100. Le premier acte international de la nouvelle direction de l'AFL-CIO, au début novembre 95 : une visite des syndicalistes en prison et l'organisation de la solidarité avec eux. (JM)

Comme en décembre !

La CGSP annonce une grève nationale des fonctionnaires le 26

Le bureau national de la CGSP s'est prononcé vendredi pour une journée de grève nationale le 26 janvier. La décision de suspendre les actions et de réclamer des négociations avait suscité inquiétude et mécontentement parmi les fonctionnaires. Pourquoi cette nouvelle décision ?

Jan Vandeputte

Un cheminot pensionné me téléphone jeudi dernier : «Comment est-ce possible ? Ils vont négocier alors que le gouvernement et la direction n'ont pas abandonné leur plan visant à licencier des milliers de travailleurs ? Comment nos dirigeants peuvent-ils justifier une telle attitude ? Le mouvement était fort, voilà maintenant qu'ils veulent y mettre fin ?»

André Mordant, président de l'interrégionale wallonne de la CGSP et secrétaire général de la CGSP, disait après la manifestation du 13 décembre : «Nos mandataires nous ont reproché, après la manif de mercredi, de faire une promenade à Bruxelles au lieu de commencer directement par une grève. La gradation nous semblait le meilleur choix, mais après la privatisation de Belgacom et l'attitude du Conseil d'administration de la SNCB, la grève nous semble inévitable. Ils veulent la bagarre, nous sommes prêts.» (1)

La semaine dernière, il comptait aussi parmi les partisans de la grève.

Nouvelles attaques contre les services publics

Les attaques contre les services publics se poursuivent. Ainsi, le MOC (Mouvement ouvrier chrétien) s'est déclaré favorable à la "adaptation" de la péréquation des pensions. (2) Et l'Association des communes belges demande dans une note au gouvernement que la «péréquation soit remplacée par des adaptations moins importantes au niveau de vie» (3).

Si les attaques se poursuivent, la volonté de s'y opposer est tout aussi persistante. C'est cette volonté, présente partout à la base, qui explique la décision de vendredi.

Malgré les pressions du PS et du SP qui veulent que les syndicats s'enterrent définitivement dans les négociations et renoncent une fois pour toutes aux actions. Le PSC et le CVP exercent les mêmes pressions sur la CCSP, de sorte que celle-



Le mouvement a montré sa force. Notamment lors des actions à la SNCB, à Sabena et à la manifestation du 13 décembre. C'est cette voie qu'il faut suivre.

ci n'a pas encore formulé de mots d'ordres d'action précis.

Deux conceptions d'une même grève

Lorsque les cheminots ont mis le feu aux poudres en décembre, ils voulaient le retrait inconditionnel du plan que Schouppe avait élaboré à la demande du gouvernement. Les cheminots se rendaient bien compte que toute l'opération devait servir à préparer la SNCB à une privatisation poussée. Et même si les idées n'étaient pas encore très claires, on se rendait compte de plus en plus que les enveloppes budgétaires, la rentabilité et le profit constituaient un coup fatal pour le service public.

Et le personnel de Sabena a mené une action remarquée contre les graves conséquences de la privatisation, qu'ils subissent maintenant.

C'était précisément animée par ce refus radical de toute restructuration et de toute

atteinte à l'emploi, au revenu, au statut et aux pensions que l'ensemble de la fonction publique a débrayé.

Lorsque, le 19 décembre, la décision a été prise de renvoyer les cheminots au travail après deux jours de grève spontanée, c'était pour arrêter la locomotive de ce mouvement.

Entre-temps, des négociations ont commencé pour les chemins de fer et la Sabena. Pour les chemins de fer, elles dureront jusqu'au 24 janvier. La journée de grève vient donc deux jours... après la clôture des négociations.

Certains veulent-ils détourner toute l'attention des cheminots sur la date du 26 janvier pour éviter qu'ils se mettent maintenant en action contre le plan de restructuration qui est toujours sur la table ?

Et les revendications ? Le communiqué commun de la CGSP et de la FSCSP (syndicat chrétien des services publics) de la semaine passée ne fait plus aucune référence à la SNCB, à la privatisation de Belgacom, à

la Sabena. A la place, vient la formule : «Donner aux services publics les moyens de remplir leur fonction au service de la population et de la démocratie».

Le retrait immédiat et inconditionnel des plans de restructuration et de privatisation n'est plus mise. A la place, elle reprend la revendication d'un repartage du travail — tel qu'il est décrit dans les négociations CCT en cours — et demande que le statut et le système des pensions soient respectés.

Faites du 26 janvier un nouveau départ !

Les négociations à la SNCB et à la Sabena n'offrent aucune perspective. Les actions pour le retrait immédiat et inconditionnel de ces plans doivent reprendre maintenant. Le 26 janvier, tout le secteur public se serrera les coudes. Ce jour-là peut être le signal de lancement d'un mouvement général pour un cahier de revendication mobilisateur. (voir encadré)

Pour préparer cette journée d'action, il convient de tenir des assemblées des membres et du personnel où l'enjeu de la lutte, les revendications et la stratégie d'action peuvent être discutés. On peut s'inspirer de l'exemple du personnel communal gan-tois. Depuis quelques semaines déjà, il est entré en action contre les plans de privatisation de l'administration communale. Et à partir de cette semaine, ils annoncent une lutte de guérilla : manifestations, grèves sauvages.

1. Le Peuple, 19/12/95. 2. Het Volk 7.01.96. 3. De Standaard 11.01.96

Pour de véritables services publics

Pour des services convenables et bon marché à la population, pour la défense de l'emploi, du statut et des salaires :

- Halte aux privatisations, les services privatisés doivent revenir au secteur public.
- Non aux enveloppes, aux contrats de gestion et aux contrats d'administration.
- Retrait des plans de restructuration dans les entre-

prises et services publics. La loi de 1991 sur les entreprises publiques autonomes doit disparaître. Non à la régionalisation.

- Maintien de tous les emplois. Semaine de 32 heures sans perte de salaire, avec engagements et sans flexibilité. Bas les pattes du statut. Nominations fixes pour les contractuels. Bas les pattes de la péréquation et des pensions.

"Allo, ici Rita, merci pour ton référendum !

Comment recruter des collaborateurs par téléphone

Les chiffres ne mentent pas : l'objectif que nous nous étions fixé pour le Brabant n'est pas atteint... Mais il y a aussi de bons résultats. Ainsi, Rita a recruté quatre collaborateurs, tous syndicalistes. Et cela par téléphone !

Jean Vanderloo

N'est-ce pas difficile de téléphoner aux gens ? Souvent on ne trouve personne à la maison...

Rita. Il y a un mois, j'ai envoyé le référendum aux dizaines de syndicalistes que je connais. Effectivement, je trouvais embêtant de téléphoner. J'avais bien préparé mes appels. J'avais écrit ce que je voulais demander. Je préfère téléphoner entre 18 et 19h30. A cette heure, ceux qui travaillent sont généralement à la maison. Et ça a marché tout de suite auprès d'une syndicaliste. Elle avait reçu l'enveloppe. Je lui ai expliqué brièvement comment, grâce au référendum, nous voulions faire entendre la voix des travailleurs. Pour montrer que Dehaene n'a aucune issue à proposer aux travailleurs et que le PTB, lui, a une alternative. «Je ne manquerai pas de le compléter et de le remettre quand j'irai chez le médecin», m'a-t-elle répondu.

Chez le médecin ?

Rita. Oui, une patiente de Médecine pour le Peuple. Elle a acheté Solidaire quelques fois mais n'est pas encore abonnée. «J'ai tant à faire, je dois lire tellement de choses pour mon travail syndical», disait-elle. C'était une semaine après que



A la porte de VW, une équipe du PTB a récolté 400 référendums en deux jours. Ici on est bien d'accord de faire payer les riches pour l'emploi, les services publics et la Sécu.

Dehaene ait présenté son plan de malheur.

Je lui ai dit que la presse décrivait les mesures comme si, au fond, "ce n'était pas si grave", tandis que Solidaire en mesurait la juste portée. Que Solidaire était une source d'information indispensable pour chaque syndicaliste. Solidaire parle de la vie des travailleurs, de leur lutte. Quelques semaines auparavant, il avait publié un article important sur son entreprise. Elle était fort intéressée. Elle a pris un abonnement à l'essai. Par la suite, je lui ai envoyé le journal ainsi qu'une copie de l'article en question. Avec les vingt référendums qu'elle avait commandé. Car elle avait promis de nous aider. J'ai convenu de lui téléphoner à nouveau pour savoir comment cela se déroulait.

As-tu travaillé avec d'autres collaborateurs ?

Rita. J'étais très enthousiaste

après ce premier coup de téléphone. Le soir même, j'ai téléphoné à trois autres personnes. Résultat : quatre nouveaux collaborateurs, trois abonnés à l'essai et quatre nouveaux contacts.

As-tu encore de leurs nouvelles ?

Rita. Je leur téléphone de temps en temps. J'ai contacté récemment un délégué et nous avons parlé à bâtons rompus. Il m'a parlé de son travail syndical. De son beau-fils qui a ouvert, dans le village, une classe pour enfants immigrés. Il avait de sérieux doutes à propos d'une question du référendum. «Je suis aussi favorable aux 32 heures, mais comment allons-nous faire passer cela ?» Nous avons alors parlé du mouvement contre le Plan global, du rôle négatif de certains dirigeants syndicaux. De la nécessité de mener la lutte. Dans son entreprise, les tra-

vailleurs discutent du référendum. Un sympathisant qui y travaille me le confirme : «Un syndicaliste m'a parlé du référendum. Il m'a dit : Ceux du PTB, ils sont vraiment avec nous.»

Et les résultats ?

Rita. La semaine passée, j'ai reçu la première enveloppe contenant 9 référendums complétés. J'avais remis à chacun une enveloppe vide timbrée.

Et avec les gens que tu ne connais pas encore, t'y prends-tu de la même manière ?

Rita. Oui, je leur demande de répondre immédiatement aux questions. Même s'ils ne veulent pas collaborer. J'ai ainsi au moins un référendum.

As-tu d'autres projets ?

Rita. Nous allons encore envoyer quelques dizaines de référendums. Cette fois, nous voulons téléphoner à tous dans la semaine qui suit.

EN BREF

Le point sur le référendum

Le 15 janvier, nous avons recueilli 15.551 exemplaires. Nous sommes donc à 26 % de notre objectif.

La répartition selon les provinces est la suivante (entre parenthèses, le pourcentage par rapport à l'objectif provincial).

Anvers :	3.750	(22 %)
Brabant :	2.010	(20 %)
Hainaut :	1.100	(16 %)
Limbourg :	1.685	(31 %)
Liège :	1.311	(26 %)
Namur :	708	(47 %)
Flandre orientale :	3.840	(48 %)
Flandre occidentale :	651	(16 %)
Secrétariat national :	496	(25 %)

Une secte ?

Jolien, nouveau membre du parti et Chloé, membre de l'Amicale ont collecté ensemble cent quarante référendums à Louvain. «Dans notre quartier, nous avons fait du porte à porte à trois reprises. Nous avons d'abord distribué le dépliant dans une rue. Quelques jours plus tard, nous avons sonné aux portes. Nous avons ainsi rassemblé une cinquantaine de référendums.

Avant de commencer, je craignais que beaucoup de gens ne nous ferment la porte au nez, parce que c'est une initiative du PTB. Mais non», explique Jolien. «Certains pensaient d'abord que nous étions une secte ! La confiance s'installait dès que nous expliquions le contenu du référendum. Ils nous invitaient alors à boire une tasse de café, nous félicitaient et nous encourageaient à persévérer» renchérit Chloé. «A propos de la médecine gratuite, certains demandent parfois : cela ne conduira-t-il pas à des abus ? Ou encore : les médecins étudient beaucoup plus longtemps, ils ont le droit de gagner plus. Mais quand nous parlons de nos praticiens à Médecine pour le Peuple, qui touchent le salaire d'un ouvrier et expliquent que le capitalisme rend les gens malades, ils changent d'avis.»

«Nous sommes aussi allés au bureau de chômage : nous avons récolté quatre-vingt cinq référendums ! Les chômeurs comprennent bien que notre référendum apporte une réponse à leurs problèmes.» (H. B.)

190 référendums au chômage à Schaerbeek

Une petite table, deux panneaux avec des affiches et du matériel d'information. Ainsi armés, nous nous rendons au bureau de pointage de Schaerbeek. Pendant quatre jours consécutifs, de longues colonnes de chômeurs défilent toute la journée. Nous sommes quatre, bien visibles. Le docteur Claire Geeraerts nous accompagne. Beaucoup de chômeurs la connaissent. «Que se passe-t-il ici ?, nous demandent-ils. Je peux avoir un formulaire !»

L'employé qui appose les cachets veut aussi emporter des formulaires pour ses collègues. Une dame raconte : «Mon mari est mort la semaine passée après une longue maladie. Maintenant, je suis seule pour élever mes deux enfants de 16 et 10 ans. Je viens au chômage pour voir si je peux toucher une allocation en plus de mon mi-temps. Mais il y a peu de chance...»

Une autre : «J'ai reçu une lettre d'exclusion, mais nous avons vraiment besoin de l'argent du chômage. Je ne trouve pas de travail !» Le bureau de pointage illustre à quel point le délabrement de la Sécurité sociale mène à la misère. Les chômeurs voient aussi que le PTB seul, propose une véritable solution à leurs problèmes. Nous avons obtenu cent nonante réponses enthousiastes !

Privatiser ? Moins de trams et plus chers

Comment expliquer le référendum à qui ne sait pas lire

Mieke Van Overveldt

A la maison médicale La Clé, à Schaerbeek, l'accueil est assuré par un groupe de volontaires. Dans la salle d'attente, ils expliquent le référendum aux patients. 37,5 % de la population de Schaerbeek est d'origine immigrée. Souvent des chômeurs, doublement exclus, pour lesquels les mesures gouvernementales pèsent très lourd. Certains patients ne peuvent payer leurs médica-

ments. D'autres risquent de perdre leur allocation. Des personnes âgées doivent vivre avec une très petite pension. Des réfugiés se sont vus refuser toute aide du CPAS.

Pour ces personnes, compléter le référendum n'est pas aisé. «Notre objectif était d'en rassembler trois cents, commente le docteur Claire Geeraerts. Mais le 15 novembre, nous n'en avons que soixante. Les responsables de l'accueil devaient

sans cesse interrompre leurs conversations pour répondre au téléphone, prendre de nouveaux rendez-vous, etc. Et en plus, se pose parfois le problème de la langue.»

«Dites-moi, comment expliquer avec des mots simples ce que signifie "revenu du capital" ?, commente Anne, de l'accueil. Comment expliquer à une mère qui ne sait pas lire ce que signifie "privatisation des services publics" ? Je dis alors : Voulez-vous que les trams

coûtent plus cher et qu'ils roulent moins souvent ?»

Claire : «Nous avons eu une discussion avec les collaborateurs. Certains sont venus quelques fois spécialement pour faire compléter des référendums.

En un mois, nous en avons rassemblé deux cents. Maintenant, nous devons davantage nous atteler à transcrire les récits que nous font les gens. Souvent, c'est très poignant.»

Stop à la révolution thatchérienne du socialiste Daerden

La valse des milliards cache des pertes d'emplois, le démantèlement et la privatisation

L'Etat accordera à la SNCB un supplément de 142 milliards. Le ministre de la communication Daerden (PS) et Schouppe espèrent ainsi apaiser la colère des cheminots, de leurs syndicats et des usagers. Pourtant, pas de raison de triompher. Derrière le rideau de fumée que représentent ces milliards, se profile la menace du chômage et de la privatisation.

Kris Hertogen, Tony Pirard

Il est utile de rappeler que la SNCB touche annuellement une subvention de l'Etat qui comprend deux volets. D'une part, l'Etat verse des compensations aux transports publics : 36,1 milliards hors index en 1993. Le deuxième volet est constitué par les investissements : depuis 1993, 16 milliards par an. La majeure partie de la subvention supplémentaire de 130 milliards est destinée aux investissements. Une intervention ponctuelle de 30 milliards servira à créer une filiale financière pour le TGV. Celle-ci pourra contracter des emprunts avec garantie publique en vue de financer les travaux du TGV (évalués à 200 milliards). En outre, la subvention annuelle pour les "investissements dans le réseau intérieur" passera de 16 à 23 milliards indexés et majorés d'un pour-cent. Cela représente une somme totale de quelque cent milliards pour les dix années à venir. Une réévaluation du transport intérieur ? Rien n'est moins vrai.

Le TGV d'abord

Schouppe se charge personnellement de répandre le brouillard. Lors de la présentation des nouvelles rames du TGV (le Thalys) le 9 janvier à Bruxelles, il a déclaré avec fierté que la SNCB pourra investir 32 milliards en 1996 : 14 milliards pour le TGV et 18 milliards pour le réseau intérieur. Un exemple de cet effort consenti au réseau intérieur ? Un investissement important sera consacré à porter à 160 km/heure la vitesse de la ligne Bruxelles-Anvers. Motif ? Le TGV vers Amsterdam y passera en 1998 ! Par ailleurs, la ligne Bruxelles-Louvain sera renforcée et passera à quatre voies. Cet investissement consenti à cette ligne intérieure sert en réalité uniquement à préserver le TGV Bruxelles-Cologne de toute entrave occasionnée par le transport intérieur. L'ensemble de l'investissement complémentaire cadre donc dans la vision du grand capital et du gouvernement pour qui le TGV est la première des priorités. Les prévisions avancées dans le plan 2005 pour les recettes voyageurs s'inscrivent dans cette même vision. Les évaluations pour le réseau intérieur sont des plus modestes, puisqu'on ne mise que sur une augmentation de 11,4 milliards aujourd'hui à 17,2 milliards en 2005. En outre, cette augmenta-

tion ne proviendra pas de la hausse du nombre des usagers, mais de la hausse annuelle des tarifs. L'évaluation de l'augmentation du transport international, TGV en tête, est des plus audacieuses et passera, selon les estimations, de 3,6 à 13,3 milliards en 2005.

Préparer la privatisation

Après l'incendie qui a touché le centre de signalisation à Bruxelles-Nord, Dehaene parlait de sous-investissement dans la SNCB depuis les années quatre-vingts. Non que la sécurité des voyageurs l'empêche de dormir. Ce qui l'inquiète surtout c'est la vétusté des installations et du matériel roulant, qui pourrait entraver le processus de privatisation. Ne citons que l'exemple du projet de concentration des centres de signalisation. La SNCB ne veut conserver à terme que 50 postes de signalisation. Mais, faute de moyens, ce plan connaît un retard considérable de sorte que la suppression des 650 signaleurs dure plus longtemps que prévu. Tout cela changera. Même situation pour les wagons, dont 40 % datent encore des années cinquante et soixante. De quoi décourager les partenaires privés. Les nouveaux investissements seront dès lors destinés à la modernisation de la technologie et à de nouvelles rames pour les grands axes ferroviaires : ceux qui pourront devenir rentables pour le privé et qui devront également assurer une liaison rapide avec le TGV.

Une révolution copernicienne ?

«Par rapport au plan de la direction déposé en octobre dernier, c'est une révolution copernicienne qu'a permis la pression des syndicats», écrit La Wallonie du 8 janvier. Pour tromper les syndicats, les excellences socialistes sont prêtes à n'importe quel tour d'acrobatie. Quel est donc cette pièce de maître réalisée par notre Copernic socialiste ? Augmentera-t-on de manière significative la subvention annuelle de l'Etat pour l'exploitation de la SNCB, c'est-à-dire pour le service public ? Fera-t-on passer cette subvention de 36,1 milliards actuels aux 57 milliards auxquels la SNCB aurait normalement droit, sans les mesures d'austérité et les carcans qu'on lui a imposés ? Donnera-t-on à la

SNCB les 57 milliards dont elle a besoin pour offrir à la population un transport public de qualité et bon marché ? Nullement. Aux 36,1 milliards annuels, on ajoutera jusqu'en 2005 un complément de 750 millions, complément qui sera indexé à partir de 1997. Cela représente une dotation complémentaire de douze milliards en dix ans. Cette somme ne sera accordée que si les syndicats acceptent le plan de restructuration Schouppe-Damar. Et cette somme doit obligatoirement être consacrée au financement d'un volet social, plus particulièrement à la mise en pré pension à partir de 52 ans (voir ci-contre). En d'autres termes : les restrictions en matière d'emploi et de salaires sont maintenues, ainsi que la flexibilité et la mobilité (c'est-à-dire la détérioration des conditions de travail). Est également maintenue la division de la SNCB en filiales, qui doit préparer la privatisation.

Au lieu d'un enterrement ordinaire, les cheminots auront donc droit à un enterrement de première classe. Cette dépense supplémentaire sera financée par les recettes de la vente de Belgacom. Ainsi les excellences socialistes utilisent une privatisation pour en préparer une autre. Bref, plutôt que d'une révolution copernicienne, il s'agit d'une révolution thatchérienne.

Rompre avec la logique capitaliste

La lutte pour le maintien des emplois, du statut et des salaires ne peut être menée que si on rompt avec cette logique capitaliste de démantèlement du transport public. Retrait inconditionnel et complet du plan Horizon 2000. Arrêt du projet TGV. Restitution à



Le ministre de la communication Daerden (PS) et Schouppe laissent croire que la SNCB est rétablie avec quelques milliards de plus. Ils espèrent ainsi apaiser la colère des cheminots, de leurs syndicats et des usagers. Pourtant, pas de raison de triompher.

la SNCB de tout ce qui a déjà été filialisé, sans indemnisation du privé. Relèvement immédiat à 57 milliards des compensations annuelles de l'Etat. Utilisation exclusive de l'investissement prévu de 370 milliards pour le réseau

intérieur, pour le développement du réseau IR et pour les lignes locales. Inventaire de tous les fonds nécessaires au développement d'un réseau ferroviaire bon marché et confortable. L'argent doit être pris là où il se trouve.

Prépensions : un cadeau empoisonné

La direction de la SNCB et les directions syndicales auraient déjà conclu un préaccord visant à introduire à la SNCB la pré-pension à partir de 52 ans. A première vue, une perspective attrayante pour ceux qui ont atteint cet âge et qui totalisent trente années de service. Mais il y a plusieurs anguilles sous roche.

1° La pré-pension sans remplacement statutaire cadre dans le démantèlement du service public et de la privatisation des parties les plus rentables de la SNCB alors que pour le développement d'un transport public de qualité et bon marché, le personnel actuel de 41.000 cheminots est insuffisant et des embauches indispensables.

2° Sans remplacement statutai-

re, l'octroi de la pré-pension c'est démanteler l'emploi. Un calcul rapide apprend que cette mesure permettrait de supprimer un emploi sur trois avant 2005. Ce qui signifierait une perte de 14.000 emplois, à ajouter aux 26.000 emplois supprimés depuis 1981 ! Où les jeunes trouveront-ils encore du travail ? Dès à présent, un jeune sur quatre est au chômage !

Les cheminots doivent préserver l'emploi reçu de la génération précédente afin de pouvoir le transmettre à la jeunesse.

3° En cas d'acceptation du plan de pré-pension, ceux qui resteront doivent s'attendre à des temps difficiles. Il faudra travailler plus vite avec moins de monde. Des mesures de flexibilité accrue détérioreront le climat du travail. Les nouveaux embauchés seront des

contractuels. Ce qui exercera une pression croissante sur les statutaires, sur le plan des conditions de travail comme des salaires. Les conditions de travail doivent au contraire s'améliorer. Car il n'est pas normal que des gens fuient leur emploi et aspirent à la pré-pension à l'âge de 52 ans.

4° Les prépensionnés subissent une perte de revenus et rien ne garantit qu'à l'âge de 60 ans ils bénéficieront encore du régime avantageux des pensions de la SNCB. Le gouvernement compte en effet procéder à un nivellement par le bas des pensions du secteur public. Ceci représente une perte de revenus très importante et une atteinte fondamentale au statut de la fonction publique.

Sabena doit redevenir publique

Renationaliser pour défendre l'emploi, les salaires et le statut

La privatisation de la Sabena a commencé en 1982 sous le ministre De Croo (gouvernement chrétien-libéral). Les gouvernements PSC-PS ont amplifié cette politique. C'est pourquoi ils ont nommé le patron de choc Godfroid à la tête de la Sabena.

Lucien Materne

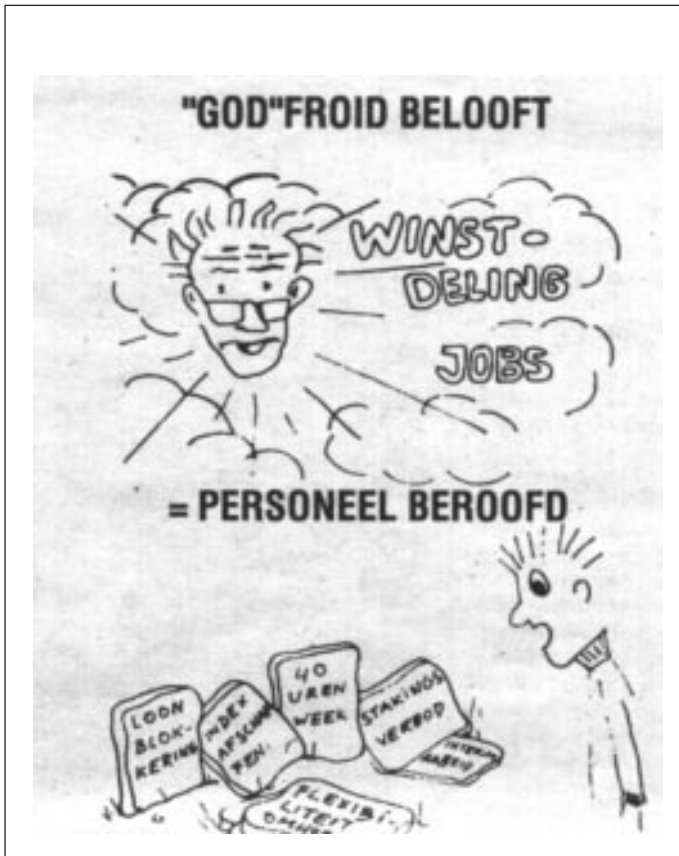
La privatisation signifie pour les travailleurs régressions sociales interminables, licenciements et démolition du statut des employés. Ainsi, en 1992, il y avait douze mille travailleurs; il en reste neuf mille cinq cents aujourd'hui. L'introduction de la flexibilité et l'augmentation insensée de la productivité rendent la charge de travail insoutenable. La réduction du personnel de 25% a été accompagnée d'un accroissement des prestations de 40%.

Pour contrer la politique du grand capital dans le secteur du transport aérien, la Sabena doit redevenir une société nationale et publique. Les travailleurs demandent la garantie de leurs salaires, de leur emploi et de leur statut. Ils veulent de meilleures conditions de travail. Pour cela, le secteur du transport aérien doit être renationalisé sans indemnisation des groupes privés. La renationalisation permet de

poursuivre d'autres objectifs que le profit et la rentabilité. Elle s'oppose à la logique insensée de la concurrence capitaliste. La renationalisation est également nécessaire si on veut garder tous les services à l'intérieur d'une seule entreprise d'Etat.

Par la renationalisation, toute influence et représentation du secteur privé doit être rejetée. Des mesures démocratiques radicales doivent rendre la gestion transparente : les décisions doivent être publiques, par exemple pas de Business Plan avec seulement un droit de regard de la part de cinq représentants du personnel. Le salaire des cadres dirigeants ne peut dépasser le triple du salaire moyen d'un ouvrier.

Les travailleurs de la Sabena réclament que tous les départements continuent à faire partie d'une seule société (Core Business). Ils revendiquent un seul statut pour tous les membres du personnel et s'élèvent contre la



"Personne ne perdra un franc", prétend le patron Godfroid dans son dernier journal Sabena. Alors, on se demande pourquoi il fait tant de propositions qui doivent lui rapporter 2,5 milliards ?

sous-traitance.

Aux piquets de grève de la Sabena, les salariés parlent souvent de la situation d'autrefois, lorsque c'était un plaisir de venir travailler, lorsque la

Sabena était encore publique. Ces revendications et ces désirs forment le point de départ d'une mobilisation pour arrêter la privatisation et renationaliser la Sabena.

La privatisation tue

Un avion s'écrase à Kinshasa : 300 morts

Lucien Materne

L'Antonov-32 qui s'est écrasé au Zaïre la semaine dernière sur un marché près de l'aéroport de Ndolo appartenait à une petite firme privée. La licence de cet avion cargo n'était plus valable mais ça n'a pas empêché la compagnie aérienne privée Scibe Air de le louer. Ce cercueil volant se rendait aussi régulièrement à Ostende. Il a occasionné le dixième plus grave accident aérien de tous les temps.

François Van Opstal, un pilote belge qui a longtemps voyagé pour Air Zaïre, attribue l'accident à la régression générale des pays en développement, à la privatisation et à la concurrence effrénée suite à la libéralisation du transport aérien. Il critique vigoureusement l'absence de contrôle technique des avions de ces petites sociétés privées : «Du point de vue technique, ces appareils sont rarement en ordre. Pour autant qu'il y ait du personnel qualifié pour l'entretien, celui-ci man-

que généralement des matières et pièces de rechange pour réparer les avions dans les temps prescrits» (1).

Maintenant que le capitalisme sévit aussi en Union soviétique, différents opérateurs privés ont acheté des avions russes. Mais il n'y a plus d'entretien : aucun de ces appareils ne retourne en Russie, là où ils pourraient être vérifiés.

Un autre appareil zaïrois s'est écrasé en décembre 1995 en Angola : 141 morts. Dans ce cas aussi, l'enquête a mis en lumière le manque d'entretien. Dans les pays pauvres et en crise comme le Zaïre, nous voyons les résultats de la libéralisation et, en premier lieu, ses conséquences mortelles parce que la sécurité la plus élémentaire n'est pas respectée.

Le capitalisme, avec sa lutte concurrentielle à outrance, exemple, veut abaisser le coût d'entretien par passager de 9 à 7 dollars. Richard, un mécanicien de Delta Airlines, explique comment : «On va simplement licencier 250 mécaniciens. Normalement, ils doivent contrôler l'avion après l'atterrissage. Ils doivent détecter les défauts et garantir que l'appareil est en ordre en repartant. Cela assure la sécurité des passagers. Delta Airlines veut que cette vérification soit effectuée par... les pilotes ! Ce n'est qu'en cas de problème sérieux que l'on fera appel à un mécanicien. Pour le reste, les avions ne seront plus examinés que lorsqu'ils rentreront après une période plus longue».

La sécurité des passagers n'est pas le plus important pour un capitaliste. Un avion, ça sert à faire le plus de profit possible et aussi vite que possible. La lutte concurrentielle n'est pas à un risque près.

Privé de Public

Gérard de Sélys présente son nouveau livre: "Privé de Public" écrit comme un polar et qui décortique les stratégies de privatisations. Il s'entretiendra avec Jacques Lorez, président de la CGSP (FGTB services publics) et Pierre Bertin, vice-président de la SCCC (Syndicat chrétien des services publics de communication).

Hier, les industriels, les banquiers et le gouvernement ne juraient que par les secteurs publics; aujourd'hui, ils privatisent avec rage. Pourquoi ? Mot clé : bénéfices...

Au Centre international, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles, mercredi 7 février, à 18h (notez bien l'heure).

ENBREF

225 milliards de bénéfiques, 150.000 licenciements

En 1994 et 1995, les compagnies aériennes ont réalisé un bénéfice total de 225 milliards de francs belges. Comment y sont-elles arrivées ? En supprimant l'emploi de plus de 150.000 personnes entre 1990 et 1994 (Chiffres de l'IATA, L'Echo, 31 octobre 1995). C'est ce que Godfroid et ses collègues appellent la réduction des coûts. Et encore, nous ne parlons pas des diminutions de salaires... La crise du transport aérien est le reflet de la crise du capitalisme entier. La chasse au profit conduit à une guerre concurrentielle acharnée et les patrons veulent en faire payer les conséquences aux travailleurs. Les travailleurs n'ont pas à supporter cette lutte concurrentielle. Les travailleurs doivent défendre leur revenu, leur famille et leurs enfants, se battre pour des emplois décents. Le système capitaliste n'offre pas d'issue.

Trois géants contrôlent le trafic aérien aux États-Unis

On dit souvent que le marché libre et la concurrence profitent aux usagers. Dans les années 80, les États-Unis étaient à l'avant-garde de la déréglementation du transport aérien. Des 234 entreprises en activité (115 anciennes et 119 nouvelles apparues avec la déréglementation), il n'en est resté que 75 (32%) en 1986. En 1992 il n'y avait plus que 3 grandes compagnies à se partager le gâteau. United Airlines, American Airlines et Delta Airlines contrôlent ensemble 56 % du marché. C'est ainsi que la concurrence capitaliste conduit à la concentration. Ce sont maintenant celles-ci qui fixent les prix (à la hausse), il n'est plus question de tarification à l'avantage des usagers. Il n'est question que de super-rentabilité et de super-profits. 106 villes ne sont plus desservies par des vols intérieurs parce que les desservir n'était pas assez rentable. Entre-temps, des dizaines de milliers de personnes ont perdu leur emploi aux États-Unis.

Procès de la Sabena contre la déléguée Seghers

Le jeudi 18 janvier, la déléguée CSC Maaïke Seghers comparait devant la chambre du conseil au palais de Justice de Bruxelles. Elle a travaillé des années au département catering de la Sabena et a été élue quatre fois au conseil d'entreprise. Le 23 juillet 1994, elle a été licenciée. La direction l'accuse de voie de fait au piquet pendant la lutte contre le Plan global, en automne de 1993. La direction parle d' "usage de la violence" contre un cadre (qui filmait le piquet pour l'intimider) et de "faux en écriture". La direction lui a intenté un procès. La direction essaie ainsi de criminaliser les délégués combattifs et les piquets de grève. Maaïke Seghers s'est élevée pendant des années contre la déréglementation et les restructurations de la Sabena qui en étaient les conséquences. Manifestez votre solidarité, soutenez Maaïke Seghers. Battez-vous pour l'interdiction du licenciement des délégués syndicaux.

(1) De Morgen, 9 janvier 1996.

Jetés après 27 ans, comme du matériel déclassé...

Les licenciés de Bell-Colfontaine témoignent

Les travailleurs du Borinage se battent quotidiennement pour défendre leur emploi. Les licenciés de Bell ne veulent pas baisser les bras. Solidaire leur donne la parole.

Thérèse Michels

La majorité des travailleurs de Bell ont entre 40 et 45 ans. Elles travaillent depuis 25 ans à Colfontaine. Le patron n'en a cure, il licencie.

Amertume et détermination : «Nous sommes jetés comme du matériel déclassé, livrés à nous-mêmes. Si jamais je retrouve du travail, je débute comme un jeune sortant de l'école. Voilà le remerciement de tant d'années de travail. Il a juste servi à enrichir quelques actionnaires.»

**Le manager :
200.000 F par mois**

«Il n'y a pas de petite économie», a déclaré Tchuruck, grand manager d'Alcatel. «Il en a licencié beaucoup qui avaient un salaire élevé, étant plus anciens ou polyvalents, explique une ouvrière. Mais lui garde son traitement mensuel de 200.000 F ! Le pouvoir, c'est l'argent, et les ministres Di Rupo, Maystadt et autres s'agenouillent devant le patronat. Une collègue est encore plus mal lotie que nous !

Son mari, décédé, travaillait à Bell. Sa fille a de graves problèmes de santé. Elle travaillait à mi-temps pour bénéficier d'une petite pension de veuve. Elle se retrouve au chômage et le patron ne veut lui donner que la moitié de la prime !» D'autres témoignages aussi poignants : «Voici onze ans, je suis rentrée à Bell, temporaire, puis stagiaire Onem, et à nouveau temporaire. J'ai travaillé ainsi quatre ans, avec des périodes de chômage. Depuis quatre ans, je suis définitivement au chômage. Il y a deux ans, je me suis inscrite à une formation professionnelle. Mais j'ai reçu une lettre d'exclusion de l'Onem, pour chômage de longue durée. Résultat : j'ai bien reçu mon diplôme de secrétaire mais n'ai plus accès au marché de l'emploi. La majorité des patrons recrutent des travailleurs "bénéficiant" du chômage depuis deux ans minimum.»



«Voilà le remerciement de tant d'années de travail. Tout cela pour enrichir quelques actionnaires !»

La lutte d'une ouvrière de Bell

«A 45 ans, je vis seule avec deux enfants. Je travaille pour Bell depuis mes dix-huit ans. Cette année, Saint Nicolas n'a rien offert à mes enfants. Ils ne m'ont rien reproché. Au contraire, ils m'accompagnaient souvent au piquet. Je parle beaucoup avec eux, je les écoute, je veux les comprendre. Ils ont dû se priver. Mais ils apprennent aussi que la lutte contre les patrons est nécessaire.

Que ces derniers accumulent des richesses grâce à la sueur des ouvriers. Les capitalistes savent que la classe ouvrière peut devenir la plus forte. Ils le craignent. Souvenons-nous de la lutte des mineurs. Certains furent tués, mais ils ont gagné. Seule la mort empêche un homme de se battre. Nous devons lutter afin que nos enfants ne subissent jamais ce que nous endurons.»

«Continuons la lutte»

«Nous devons poursuivre la grève. Au début, nous voulions aller au finish pour atteindre deux objectifs : diminution significative des licenciements et maintien du site de Colfontaine. Le rapport de forces nous favorisait, le patron était pressé par ses clients.» «Avant d'espérer des créations d'emplois grâce aux subsides, luttons pour maintenir ceux qui existent. Sinon, Di Rupo et son option "touristique" remplaceront bientôt les ouvriers par des

gardiens de musée à Bell, Knogo, Aleurope... Combattons aussi pour les 32 heures généralisées, sans perte de salaire. Et pas sur une base volontaire comme à Bell. Personne à Colfontaine ne veut de leur quatre cinquième temps avec une perte de salaire de 9000 F !» «J'espère que les gens d'Aleurope menacés de licenciements, partiront en grève. Continuons à nous battre. S'ils font grève, nous les

soutiendrons !» **Rencontre, vendredi 19 janvier.** Pour tous ceux qui sont préoccupés par le problème de l'emploi dans le Borinage. Témoignages de travailleurs de Bell. Les menaces contre l'emploi à "Aleurope", avec : Aldo D'Ignazzio, délégué principal FGTB et Christian Delphine, délégué principal CSC. Salle : au Centre Ville, Grand Place 17, Mons.

D'abord, ils tirent; puis, ils mentent

Reconstitution à Charleroi : la "légitime défense" des gendarmes ne tient pas

Michel Mommerency

A Charleroi, la reconstitution de la fusillade qui a coûté la vie à un jeune Roumain, a confirmé la position du PTB et de Rebelle : la version "légitime défense" de la gendarmerie ne tient pas la route. Huit remarques...

Samedi 6 janvier au soir, deux jeunes Roumains volent une voiture à Charleroi. Interceptés par les gendarmes, ils sont abattus sans autre forme de procès. L'un d'eux meurt, l'autre arrêté. Les gendarmes plaident la "légitime défense". La voiture des deux jeunes aurait foncé sur eux qui auraient tiré pour se défendre.

1. La reconstitution n'accrédite nullement cette thèse. Il semble, au contraire, que la voiture a essayé de contourner le gendarme le plus proche. Mais sans sommation, trois des quatre gendarmes ont tiré. Leur intention n'était pas la «légitime défense», mais l'arrêt du véhicule, quel qu'en fût le prix !
2. Le coup mortel a été porté au moment où la voiture s'éloignait,

selon plusieurs témoignages recueillis par la presse. L'instruction n'a pas voulu tenir compte de cette version. Les témoins qui ont «vu» le gyrophare sur le toit dès avant l'intervention, n'ont pourtant assisté aux événements qu'après les coups de feu!

Il est donc probable que les deux jeunes Roumains ne se sont pas rendus compte qu'il s'agissait d'une interpellation de la gendarmerie. Ce qu'a déclaré le jeune survivant. Cela rend compréhensible leur tentative d'échapper à l'encerclement par des hommes armés, qui ne se sont pas identifiés, et n'ont pas fait de sommation.

3. Un seul gendarme n'a pas tiré pour ne pas toucher un collègue. Si ce gendarme a témoigné de sang-froid, pourquoi les autres ne pouvaient-ils faire de même, s'ils avaient un minimum de respect pour la vie des deux jeunes Roumains? La loi Tobback sur la Police (1992), qui a étendu l'usage des armes et la notion de légitime défense, donne lieu à des bavures systématiques lors des interpellations.

4. Quand le gyrophare a-t-il été placé sur le toit de l'Opel Vectra, voiture banalisée de la BSR? Dès le début de l'intervention, d'après les gendarmes. Après la fusillade,

selon plusieurs témoignages recueillis par la presse. L'instruction n'a pas voulu tenir compte de cette version. Les témoins qui ont «vu» le gyrophare sur le toit dès avant l'intervention, n'ont pourtant assisté aux événements qu'après les coups de feu!

Il est donc probable que les deux jeunes Roumains ne se sont pas rendus compte qu'il s'agissait d'une interpellation de la gendarmerie. Ce qu'a déclaré le jeune survivant. Cela rend compréhensible leur tentative d'échapper à l'encerclement par des hommes armés, qui ne se sont pas identifiés, et n'ont pas fait de sommation.

Une reconstitution arrangée et des excuses bien précipitées

5. Le passager roumain survivant était absent de la reconstitution. Selon le Parquet, il était en fuite. Peut-être. Mais, vu qu'on l'a placé

dans un centre ouvert pour jeunes, on ne peut exclure que certains lui aient «conseillé» de partir. Ainsi, les gendarmes restaient seuls maîtres de la reconstitution.

6. Le ministre de la Justice a dû exprimer son «étonnement» devant la défense immédiate de la thèse de «légitime défense» par le Parquet de Charleroi. Le substitut du procureur du Roi avait pris cette position sans réserve avant la reconstitution déjà. Tout comme le ministre de l'Intérieur Van de Lannotte.

7. Cette «bavure» est la conséquence directe d'un climat répressif croissant. Les partis au pouvoir installent la répression aveugle contre les immigrés et les travailleurs, pendant qu'ils protègent les vrais criminels en col blanc, qui créent le chômage et s'enrichissent au détriment de l'avenir des travailleurs et des jeunes.

Les méfaits de cet appareil de répression s'accumulent. Jeunes abattus, étudiants à Liège, immigrés terrorisés par les contrôles, piquets de grève attaqués. Un

fascisme qui se développe à l'intérieur de l'appareil de l'Etat. La gendarmerie s'octroie le droit de tirer sur tout ce qui proteste. La haine raciste alimente encore ce climat, mais tous les travailleurs, belges ou immigrés en sont les victimes.

Entre temps, les vraies causes de la criminalité ne sont pas attaquées : le système lui-même, où les possesseurs de capitaux ont la liberté de s'enrichir sans bornes et les petits le droit de crever dans la misère.

8. Nous voulons la pleine vérité sur les faits. Nous voulons une enquête publique, ouverte, sans interdits et manipulations. Les gendarmes coupables de meurtre doivent être arrêtés et exclus. La gendarmerie doit être dissoute car elle est en premier lieu une troupe de choc contre les travailleurs. Tous les services de police doivent être placés sous contrôle démocratique par la population. Les délits du capital et de la grande fraude fiscale doivent être sévèrement punis.

En mission humanitaire dans un pays occupé

Médecine pour le Tiers Monde a envoyé un convoi en ex-Yougoslavie

Une délégation de 21 personnes de Médecine pour le Tiers Monde et de la Ligue Anti-Impérialiste a passé les fêtes du Nouvel An avec des réfugiés en ex-Yougoslavie. La délégation était constituée d'étudiants, d'ouvriers, d'employés, de photographes, d'un médecin et d'un infirmier.

Elle avait emmené 5 tonnes d'aide humanitaire récoltée en Belgique par la campagne "Aidez les enfants de Banja Luka à passer l'hiver".

Elle a visité Belgrade en Serbie, avant de se rendre à Banja Luka et à Doboj en Serbie bosniaque. Banja Luka est la ville

bosniaque comptant le plus grand nombre de réfugiés : 80.000 personnes. La plupart ont fui leur région pendant les opérations d'épuration ethnique de l'armée croate au mois d'août 1995 dans la Krajina. D'autres ont tout quitté lors des bombardements de l'Otan sur d'importantes parties de la Bosnie. A ces

victimes de la violence de l'Otan, les médias n'accordent pratiquement aucune attention. Et elles sont privées d'aide. Selon l'Onu même, seules trois organisations humanitaires internationales sont actives à Banja Luka. Elles sont 35 dans la partie musulmane. Et en Croatie, on en compte 120.



Dans les rues de Belgrade, la capitale serbe, le nombre d'enfants mendiant dans les rues ne cesse de croître. L'embargo de l'Occident contre la Serbie et le Monténégro, la vague de réfugiés venant de Serbie et la politique de libéralisation du président serbe Milosevic ne font qu'aggraver la pauvreté de la population... Les réseaux de sécurité sociale sont systématiquement démantelés.



Après un trajet mouvementé, le convoi d'aide arrive à Banja Luka jeudi 28 décembre à 8 heures du matin. Il a mis dix-sept heures pour parcourir les 350 km séparant Belgrade de Banja Luka et a été immobilisé des heures à la frontière de Serbie bosniaque. En outre, de nombreuses routes dans le corridor reliant la Serbie bosniaque à la Serbie sont totalement détruites.



La délégation est accueillie chaleureusement à la maison communale par le bourgmestre Predrag Radic qui avait mobilisé la presse. Banja Luka, ville industrielle moderne, comptait 200.000 habitants avant la guerre. Suite à l'embargo, l'industrie ne fonctionne qu'à 10% de sa capacité. C'est également une ville universitaire qui abrite 10.000 étudiants. Mais les cours ont été suspendus car l'embargo empêche de chauffer les locaux. C'est la première fois qu'une délégation belge visite Banja Luka, seconde ville de Bosnie après Sarajevo. Cela en dit long sur l'isolement imposé à la population serbe.

Textes : Dirk Van Duppen
Photos : Dirk Holvoet et Hubert Haak

Personne ne croit que l'Otan apporte

Deux jours après notre arrivée, l'armée d'occupation de l'Otan est entrée dans Banja Luka. (photo 1) Radovan Bijelic, secrétaire politique du Nouveau Parti Communiste de Yougoslavie à Banja Luka, nous explique : «Certains personnes sont soulagées, elles croient que la guerre connaîtra une pause. Mais tout le monde sait que celle-ci n'est que temporaire. L'Otan a suffisamment montré qu'elle n'est pas une force neutre dans cette guerre. Les dizaines de milliers de réfugiés présents dans notre ville s'en sont aperçus à leur dépens. Personne ne croit que l'Otan apportera la paix. Aujourd'hui, nous assistons à une occupation militaire directe par les grandes puissances occidentales, alors que celles-ci sont elles-mêmes à l'origine de la guerre en Yougoslavie.»

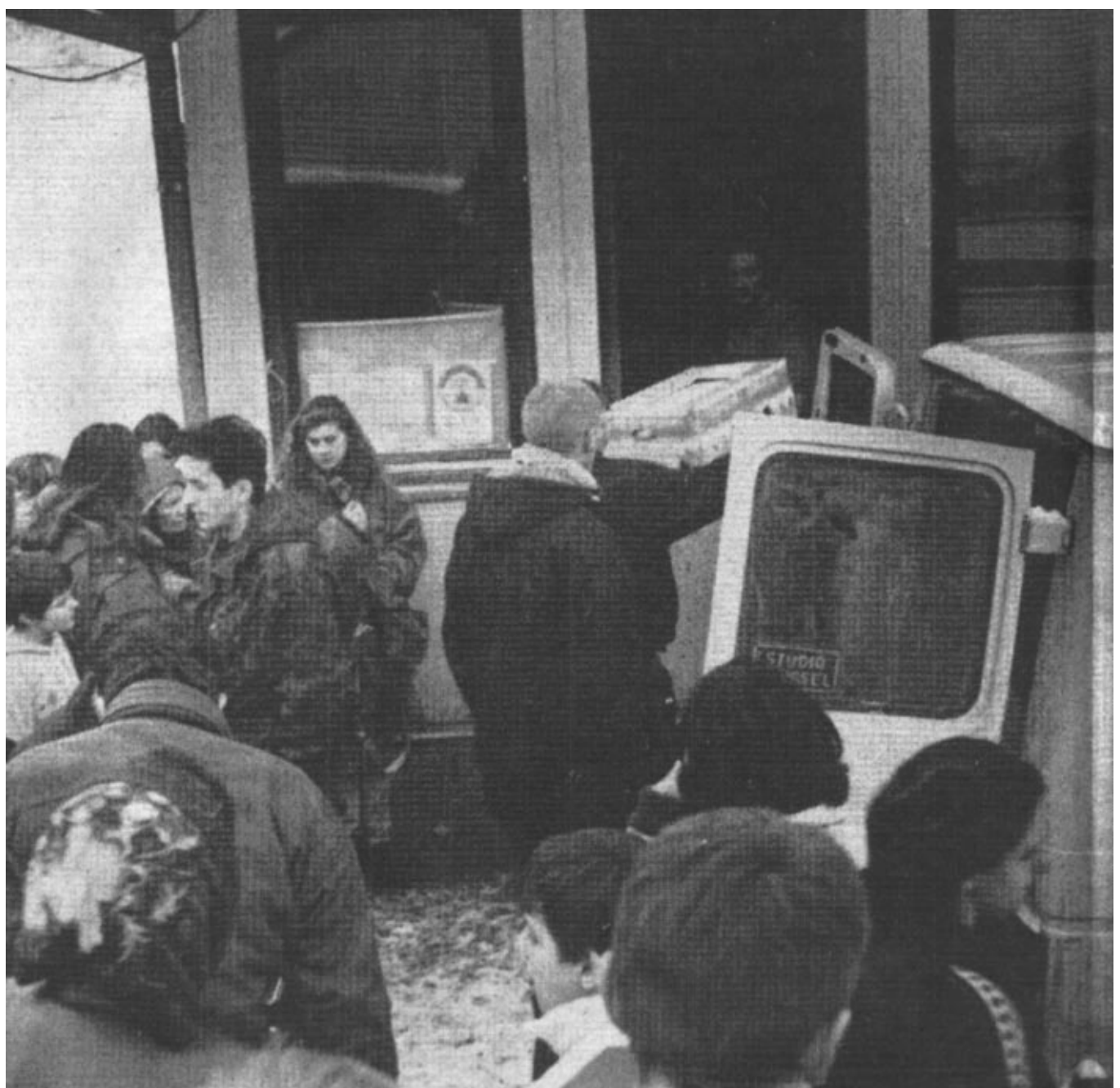
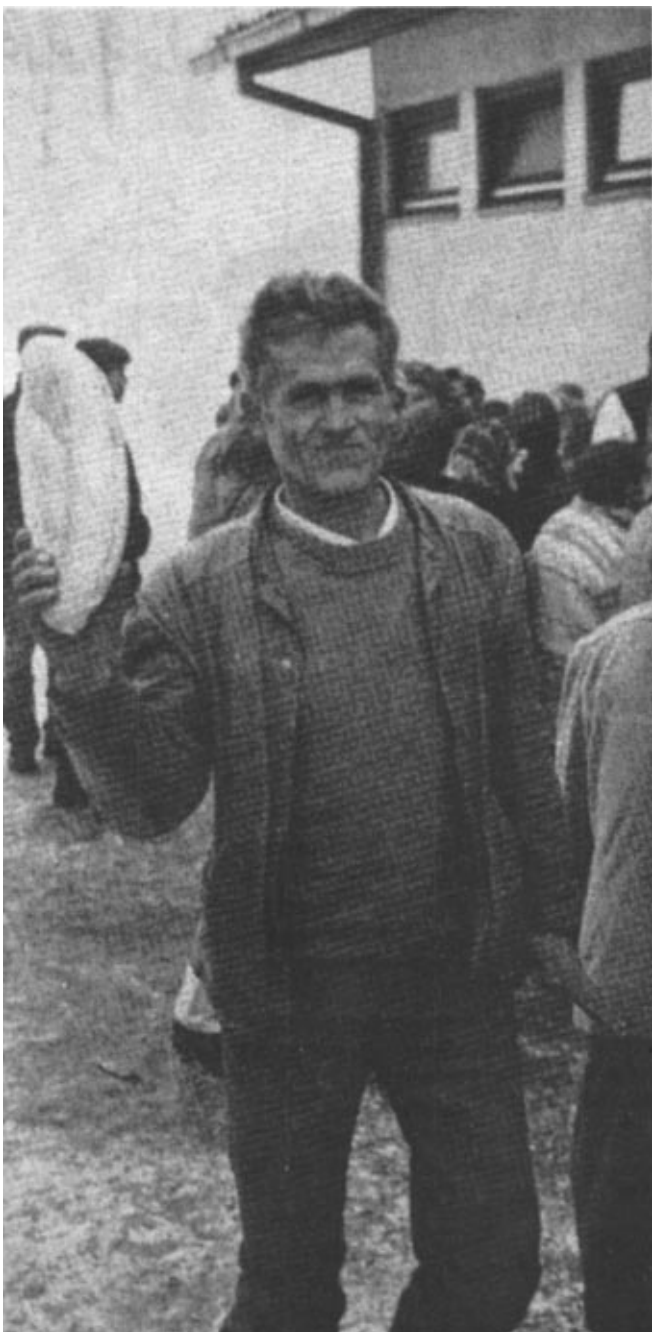
Le bourgmestre Predrag Radic a mis notre délégation en contact avec une organisation humanitaire locale qui trie et distribue les marchandises. En déchargeant le camion, nous sommes confrontés à la misère et à la carence de vêtements d'hiver et d'aide de première nécessité. Les gens nous supplient de leur donner un manteau, des souliers, un pain, quelques conserves. (photo 2 et 3)



1

2

3

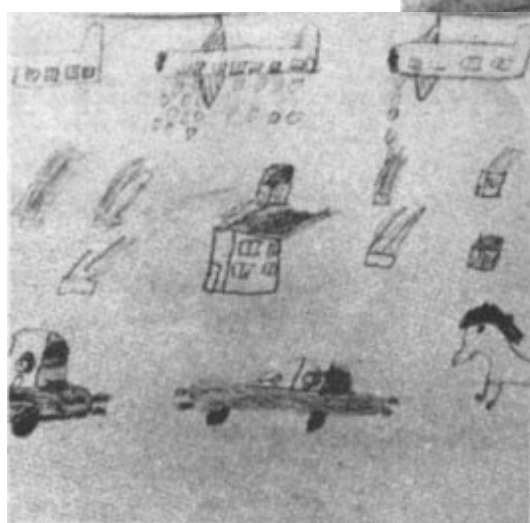
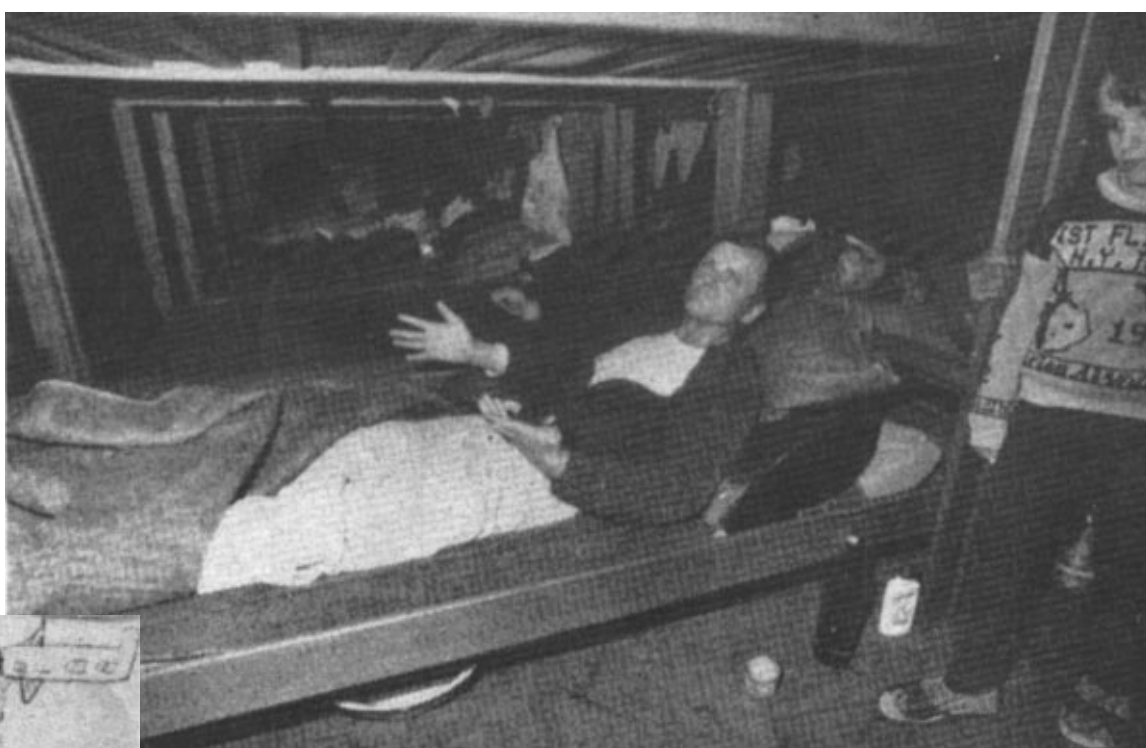


te la paix



Les réfugiés qu'on ne vous montre jamais

Nous visitons le camp de réfugiés de Rakovacke Bare, en bordure de la ville de Banja Luka. Il abrite pour le moment 200 adultes et 70 enfants. Ce sont les réfugiés qu'on ne vient pas interviewer et dont on ne diffuse pas les images à travers le monde. A notre première question : «Pourquoi avez-vous fui ?», la réponse est violente : «A cause de vous, la Belgique, l'Otan, l'Otan, l'Otan...». La plupart sont originaires de Sanski Most, petite ville à 70 km à l'ouest de Banja Luka. Ils ont été chassés par les bombardements de l'Otan en septembre dernier et par l'offensive croato-musulmane qui a suivi. Ils vivent dans des conditions horribles. Certains dorment dans une roulotte ou dans la benne désaffectée d'un camion, alors que les températures descendent en dessous de -10°C. (photo 4) D'autres logent dans des baraques. Une salle compte 120 lits superposés, où femmes, enfants et vieillards, malades et blessés cohabitent dans un espace réduit. (photo 5: un homme blessé au ventre par un éclat de bombe de l'Otan) Ils vivent jour et nuit dans la promiscuité la plus complète. Les enfants sont privés d'école et de toute forme de détente. (photo 6) Ils sont ici depuis trois mois. Vêtements chauds et souliers font cruellement défaut. Ces gens ont dû fuir en catastrophe pendant



l'été, en abandonnant tout, et ils sont arrivés vêtus de leurs vêtements légers.

Pour permettre aux enfants de s'exprimer, nous leur avons donné du papier et des crayons. Leurs dessins et leurs messages sont frappants. La plupart dessinent les bombardements de l'Otan et les maisons en feu. (photo 7)



4
5
7 6

Détruite par les bombardements de l'Otan et d'Izetbegovic

Climat de psychose à Doboj : on veut chasser les Serbes

Doboj est une petite ville de Serbie bosniaque située à un point stratégique de la ligne de front. Les avions de l'Otan l'ont bombardée pendant plusieurs jours à partir du 10 septembre dernier. L'Otan ne s'est pas limitée aux cibles militaires mais a systématiquement bombardé les ponts, les routes, le bureau de poste, la station de radio et de télévision. «Il s'agissait d'une action de destruction délibérée visant à isoler la région du reste du monde», nous déclare le bourgmestre. (photo en bas : cratère provoqué par une bombe de l'Otan)

Pendant les semaines précédant les prétendus accords de paix signés à Dayton aux Etats-Unis, l'armée gouvernementale bosniaque a bombardé Doboj. Ceux qui s'aventuraient dans la rue risquaient leur vie. Tous les jours, des



maisons étaient endommagées. (photo de droite) L'armée bosniaque tentait sciemment de créer un climat de terreur pour rendre la vie invivable à la population. Le bourgmestre nous explique : «Le

gouvernement d'Izetbegovic veut que nous partions parce que la ville est un passage important sur le trajet de la ligne de chemin de fer stratégique reliant Zagreb à Sarajevo. Doboj et les villages environ-

nants abritent environ 22.000 réfugiés serbes, victimes des épurations ethniques.»

Nous avons remis à Doboj la moitié de l'aide provenant de Belgique.

Bon

Nom :

Adresse :

Code postal : Commune :

Téléphone :

Profession/école :

- Je souhaite inviter un des voyageurs revenus de Yougoslavie à une soirée d'information
- Je commande la brochure d'information de Solidarité Internationale sur la Yougoslavie (80 francs)
- Je commande la vidéo de la Croix Rouge yougoslave (100 francs)
- Je veux collaborer dans ma région à la campagne Yougoslavie
- Je veux vendre des cartes de souhaits pour Banja Luka - set de deux cartes = 100 francs
- Je veux vendre des bons d'essence pour le financement du transport de l'aide humanitaire. Je commande bons d'essence à 50 francs.
- Je veux aider à trier l'aide humanitaire récoltée. Je suis disponible les jours suivants :
- Je peux disposer d'un camion pour accompagner le convoi vers Banja Luka
- Je souhaite recevoir dépliant de la campagne
- Je peux faire du travail de secrétariat pour la campagne (mailings, dactylographie, traduction...). Je suis disponible les jours suivants :
- Je veux participer à la délégation de avril juillet
- J'ai les propositions suivantes :

A renvoyer à la Ligue Anti-impérialiste,
rue de la Caserne 68, 1000 Bruxelles 02 / 513 53 86

Editeur responsable Marie Roos Eligius, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles

Nouveaux convois: avril et juillet

Votre aide et vos dons sont les bienvenus

Médecine pour le Peuple et la Ligue Anti-impérialiste poursuivent leur campagne pour les réfugiés à Banja Luka et Doboj. L'occupation imminente de la Slavonie orientale par l'armée croate sous protection de l'Otan risque de provoquer une nouvelle vague de réfugiés vers Banja Luka. Durant les vacances de Pâques et les mois d'été, nous voulons envoyer de nouvelles délégations de solidarité et des camions chargés d'aide humanitaire. Pour l'instant, nous avons déjà récolté suffisamment de vêtements pour remplir un camion. Le problème principal est de réunir l'argent nécessaire au financement du transport (70 à 80.000 francs par camion).

Nous vous invitons à vendre les cartes de souhaits et les bons d'essence et à verser votre soutien au n° 001-1951388-18 de Médecine pour le Tiers Monde en mentionnant la référence "Banja Luka". Les dons de 1.000 francs et plus sont fiscalement déductibles.



Le premier chargement, juste avant le départ de Liège, avec les deux chauffeurs Jos et Jan, et le docteur Stef.

En primeur à l'Ecole du tiers monde

La délégation rentrée récemment de Yougoslavie présentera ses diapos en première pendant l'Ecole du tiers monde organisée par la LAI le samedi 20 jan-

vier 1996, de 10h à 18h au Centre culturel Ten Weyngaert, Rue des Alliés 54, 1190 Bruxelles (Forest). Renseignements : 02/ 513.53.86.

Quand le PRL va à l'école du PS

Le plan des libéraux pour l'enseignement : rien d'original !

Il fallait s'y attendre. Espérant qu'au bout de dix ans les massacres de Damseaux et Tromont sont effacés de la mémoire collective, le PRL profite de la grogne anti-PS-PSC pour tenter de se refaire une santé électorale auprès des profs et des étudiants.

Georges Moreau

Dans le plan de réformes qu'il vient de dévoiler (1), le parti libéral francophone propose évidemment quelques mesures «positives». Ainsi l'obligation scolaire à 3 ans pourrait sembler un progrès démocratique; n'oublions pourtant pas que près de 100 % des enfants de 3 ans vont déjà à l'école maternelle !

Pour le reste, les propositions du PRL peuvent se résumer comme suit :

1. Décentralisation de l'enseignement officiel. Seul le secondaire général resterait sous l'autorité directe de la Communauté. Le primaire irait entièrement aux communes; le technique et le professionnel seraient confiés aux provinces. En fait, il s'agit d'une copie légèrement revue de l'ancien plan Busquin.

2. Davantage de liens avec les entreprises. Pour l'enseignement technique et professionnel de plein exercice, généralisation du système d'enseignement en alternance (mi-temps à l'école, mi-temps de formation pratique en entreprise). Développement de partenariats avec les entreprises.

3. Sélection accrue. a) Introduction d'une épreuve «externe et identique» à la fin du secondaire. Même si le PRL affirme ne pas vouloir introduire de numerus clausus, c'est bien vers cela qu'on ira. Cette espèce de baccalauréat aura aussi pour effet d'entraîner les écoles secondaires dans une course à l'élitisme. b) Dès 16 ans les élèves pourraient quitter l'école, afin de suivre une «formation professionnelle accélérée». c) Le PRL compte sur la certification par

degrés pour «faire des économies», c'est-à-dire pour aiguiller plus rapidement un pourcentage élevé de jeunes vers les filières techniques et professionnelles.

Les libéraux ne proposent donc rien de bien neuf. Leur plan, qui rejette évidemment toute idée de «refinancement», s'inscrit dans la continuité des politiques menées depuis cinq ans par le PS et le PSC (et par le SP en Flandre), confirmant ainsi qu'il s'agit bien d'une stratégie concertée et mûrement réfléchie par la bourgeoisie.

Une stratégie née de la crise

Depuis cinq ans, les fédérations patronales belges et internationales multiplient en effet les mémorandums et les interventions publiques sur le terrain de l'enseignement, se plaisant à souligner «l'importance stratégique de l'éducation» (2). C'est qu'un ensemble de conditions sont actuellement réunies pour promouvoir l'enseignement au premier rang de leurs préoccupations.

Primo, le niveau de plus en plus complexe des technologies exige des qualifications toujours plus pointues. Exigence est d'autant plus forte que la crise a exacerbé les luttes concurrentielles.

Secundo, le rythme de remplacement de ces technologies s'est incroyablement accéléré. «La rapidité du progrès technologique, dit l'OCDE, signifie que les professions exigent sans cesse de nouvelles qualifications.» (3) La main d'oeuvre et le système scolaire doivent donc disposer d'une grande souplesse afin de



La main-mise sur les étudiants est un enjeu de taille pour les patrons. Ils ont besoin d'une main d'oeuvre et d'un système scolaire d'une grande souplesse, qui puissent s'adapter rapidement aux changements technologiques.

pouvoir s'adapter rapidement à ces changements.

Tertio, l'Etat n'aura plus, avant longtemps, les moyens de mener à nouveau la politique «généreuse» des années de démocratisation de l'enseignement. Les patrons exigent qu'on limite les dépenses d'éducation à ce qui est strictement nécessaire à l'accroissement de leurs profits.

Sélectionner davantage

Au moment où un taux de chômage élevé frappe toutes les catégories professionnelles, le patronat réclame moins de diplômés, mais des diplômés dont la formation répond mieux à ses attentes. Il faut cesser de préparer tant de jeunes aux études supérieures et, au contraire, «revaloriser l'enseignement technique et profession-

nel» (Thierry Castagne, Fabrimetal) (4). C'est pour répondre à cette demande qu'on introduit des systèmes de sélection plus «efficaces» à tous les niveaux de l'enseignement secondaire (sélection directe via la certification par degrés ou dissuasion par «l'épreuve unique» du PRL).

Encore faut-il que cette filière technique et professionnelle dispose des moyens techniques nécessaires. Or, ceux-ci coûtent cher et sont rapidement obsolètes. C'est pourquoi on compte sur une participation directe du patronat, par exemple sous la forme d'un enseignement «en alternance» (les élèves reçoivent les cours théoriques à l'école et leur formation pratique en entreprise). Une autre possibilité, c'est que les entreprises fournissent du matériel aux écoles. Tout cela, bien évidemment, en échange d'avantages fiscaux ou autres.

Seules les écoles d'une certaine dimension seront capables d'organiser et de soutenir une telle collaboration avec le monde de l'industrie et du commerce. C'est là, à côté des objectifs budgétaires, une des motivations des fusions d'écoles.

Quant à l'autonomie des écoles, elle permettra de faire entrer les représentants du patronat dans les pouvoirs organisateurs. Elle permettra aussi une plus grande capacité d'adaptation du système scolaire aux attentes des entreprises.

1. Le Soir, 16 décembre 1995. 2. Éducation et compétence en Europe, Étude la Table Ronde Européenne sur l'éducation et la formation en Europe, février 1989, p.4. 3. OCDE, redéfinir le curriculum: un enseignement pour le XXIe siècle, Paris 1994, p. 39. 4. L'Echo, 30 avril 1993.

Les élèves de l'Institut Ste BMW

Ce que le PRL propose, c'est le modèle allemand d'enseignement

Georges Moreau

Le modèle d'enseignement préconisé par le PRL — comme d'ailleurs par le PS et le PSC — existe déjà en Allemagne. Outre-Rhin, 80% des jeunes sont orientés vers l'enseignement technique ou professionnel. 50 % suivent l'enseignement en alternance : les cours théoriques se donnent à l'école; la pratique est dispensée dans les ateliers de BMW, Siemens ou Krupp. «Il s'agit, explique un rapport de l'OCDE, d'apprendre à devenir membre d'une équipe de travail, à accepter de recevoir des ordres et de travailler avec les autres. Il s'agit aussi de mieux comprendre le rythme du travail et

d'être prêt à répondre à des exigences différentes lors des étapes successives d'une carrière» (1).

Si ce modèle l'emporte chez nous, le patronat s'efforcera de supprimer des cours tout ce qui ne lui semble pas d'une utilité directe (formation professionnelle) ou indirecte (polyvalence, adaptabilité). On fabriquera des travailleurs efficaces, obéissants et flexibles. On évitera de leur apprendre à comprendre et à critiquer le monde où ils vivent. Aujourd'hui déjà, les étudiants qui sortent de l'enseignement professionnel n'ont presque aucune connaissance de l'histoire ou de la géographie, une maîtrise largement insuffisan-

te de leur langue maternelle et guère de savoirs scientifiques ou technologiques, en dehors de leur spécialisation étroite. Cette tendance ne fera évidemment que se renforcer quand ils passeront la moitié de leur temps à l'usine.

Au nom de l'emploi

Le modèle allemand nous est vendu au nom de l'emploi. Absurde : ce n'est pas parce que les travailleurs seront mieux adaptés aux attentes du patron que celui-ci créera pour autant des emplois. Au contraire : sûr de trouver une main d'oeuvre immédiatement exploitable, il s'abstiendra de constituer la moindre réserve. Et les gains de

productivité lui permettront de licencier du personnel.

Seule une minorité de jeunes aura accès à l'école technique «de pointe» qu'on nous fait miroiter; seule une minorité bénéficiera de stages dans des grandes entreprises garantissant l'embauche en cas de formation réussie. Pour les autres, ce seront les écoles-casernes... ou le travail à 16 ans. En Allemagne même, où le chômage grimpe en flèche, le ministre Jürgen Rüttgers a dû reconnaître que 10 à 15 % des élèves ne trouvent pas de lieux de stage valable et qu'il y en a de moins en moins qui sont effectivement embauchés au terme de leur formation. (2)

Certains enseignants se résignent en disant : «Les élèves eux-mêmes veulent cela. Ils en ont marre de l'école». Mais il faut se demander pourquoi ces jeunes en ont marre de l'école. Il faut combattre les mécanismes qui, dès la maternelle, sélectionnent les enfants en fonction de leur origine sociale. Et pour cela, il faut donner davantage de moyens aux enseignants et aux écoles : augmenter l'encadrement et les subsides de fonctionnement. C'est cela, l'enjeu du refinancement.

1. OCDE, redéfinir le curriculum: un enseignement pour le XXIe siècle, Paris 1994, p.49
2. Die Welt (Edition Internet), 10 et 15 juin 1995.

L'armée israélienne contrôle toujours 97 % de la Cisjordanie

Elections palestiniennes dans 164 enclaves

Les Palestiniens des territoires occupés éliront le 20 janvier, un Conseil, chargé de gérer les "territoires autonomes". Ces élections ne rencontrent guère d'enthousiasme. Les accords de paix institutionnalisent un système d'apartheid dans les territoires occupés.

De notre correspondante en Palestine, Léa Mathy

Israël garde le contrôle économique, politique et militaire de 70 % de la Cisjordanie, de 40 % de Gaza et de Jérusalem. L'Etat sioniste conserve encore la haute main sur la sécurité, l'eau, les colonies juives... L'armée israélienne restera présente dans 97 % de la Cisjordanie. Les accords restent muets sur le droit au retour des réfugiés. Le texte de l'accord Oslo II, signé à Washington le 28 septembre, divise la Cisjordanie en trois zones A, B et C. «La première comprend les six principales villes (Jénine, Naplouse, Tulkarem, Kalkilya, Rammallah et Bethléem), Hébron (objet d'un accord spécial) et Jéricho, autonome depuis mai 1994. Placée sous contrôle de l'Autonomie palestinienne, elle couvre 3 % du territoire de la Cisjordanie et compte 20 % de sa population. (...) La zone B comprend 27 % des territoires et la quasi-totalité des quatre cent cinquante villages palestiniens. Les zones A et B comprennent 90 % de la population de la Cisjordanie. La zone B passera partiellement sous autorité palestinienne, mais Israël aura la responsabilité de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. Dans la zone C — plus de 70 % du territoire — la mainmise israélienne sera totale. A Hébron, où résident quatre cent cinquante colons, Israël continuera de contrôler de 25 à 30 % de la surface et 20 % de ses 130.000 habitants (palestiniens).» (1)

La colonisation israélienne se poursuit à un rythme accéléré. Depuis 1993, Israël a encore confisqué 9 km² en Cisjordanie, 17 hectares à Jérusalem-Est et 3 hectares à Gaza. En 1995, six mille nouveaux logements ont été construits (en plus de quelques milliers d'appartements). Israël souligne

ainsi qu'elle n'a pas l'intention de quitter la "zone C".

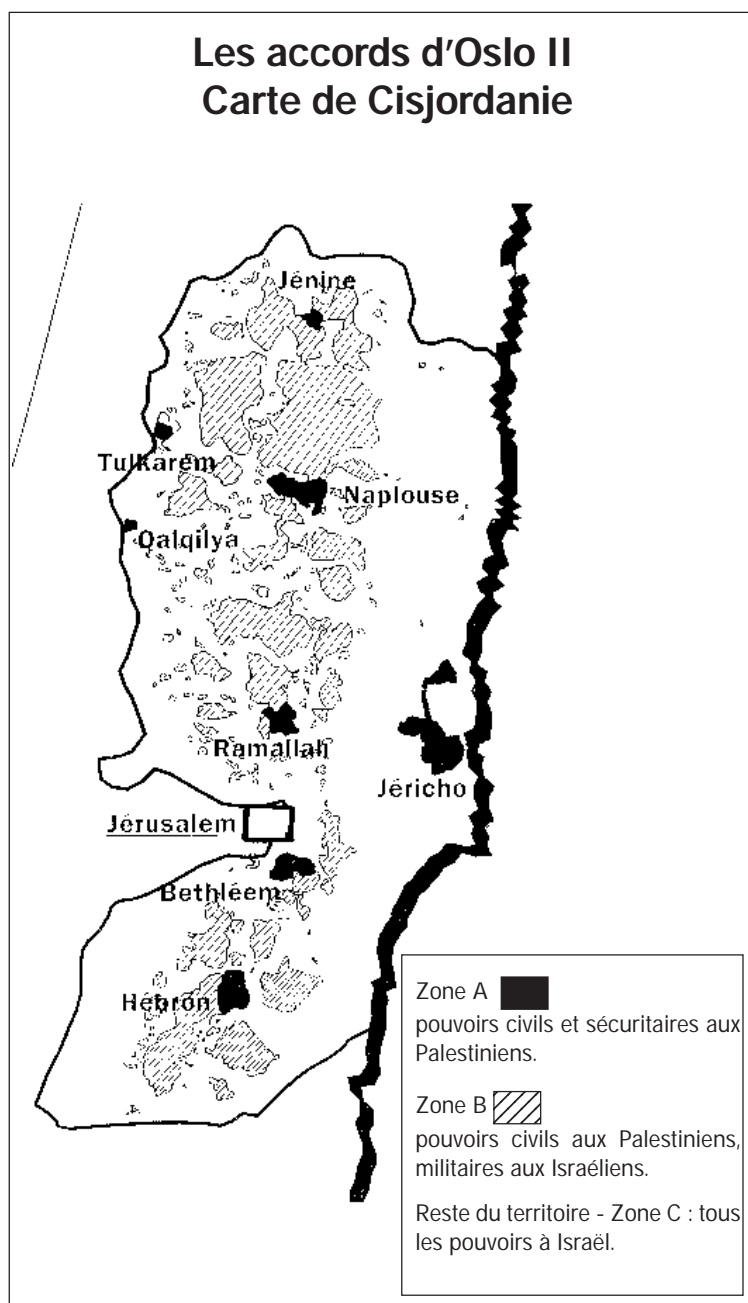
Les zones A et B sont en réalité 164 enclaves, parfois séparées les unes des autres de quelques centaines de mètres. Les Israéliens sont parvenus à maintenir la cohésion de toutes les zones C et ont créé, comme le disait Shamir, l'ancien premier ministre israélien, «une mer de sécurité israélienne avec des poches d'autonomie arabe».

Un nouveau réseau de routes a été construit entre les colonies juives, de telle sorte que les Israéliens ne rencontrent plus de Palestiniens. Ces routes sont contrôlées par l'armée israélienne. Les routes "palestiniennes" sont placées sous contrôle palestinien, jusqu'au limites des zones A et B. Dans les zones C ou au croisement d'une route israélienne, l'armée israélienne garde le contrôle total.

Dans les années 70, existait en Afrique du Sud un système similaire, dénommé apartheid. Il a été condamné dans le monde entier. L'Afrique du Sud a été boycottée officiellement pendant des années. Aujourd'hui, pour la même politique, Israël bénéficie de la reconnaissance et du soutien international.

La "sécurité d'Israël" sauvegardée

Lorsque Naplouse a été libérée mi-décembre, le premier geste de la sécurité palestinienne a été de rechercher un habitant de la ville, très aimé de la population pour sa résistance à l'occupation israélienne. Les Israéliens qui n'ont pu l'appréhender durant l'occupation, ont demandé à la sécurité palestinienne de le livrer. A Gaza, les témoignages d'arrestations, d'interrogatoires musclés, d'actes de tortures commis par la sécurité palestinienne se multiplient. Après



le passage à l'autonomie de la ville de Kalkilya, les autorités palestiniennes ont arrêté des membres du Hamas qui «se préparaient à commettre un attentat en Israël». La première tâche des autorités palestiniennes dans les villes libérées est de rassurer Israël qu'elles sauvegardent bien sa sécurité.

Les accords parlent de la libre circulation des personnes et des marchandises. Les Palestiniens des Territoires Autonomes ne peuvent entrer à Jérusalem sans autorisation d'Israël. Rien n'a

changé depuis l'Intifada. Afin de se rendre à Gaza, l'habitant de Jéricho doit avoir une autorisation pour entrer et emprunter les routes en territoire israélien. On a alors créé des routes séparées, routes inter-villes palestiniennes et routes inter-colonies israéliennes. Cela règle le problème des autorisations, diminue les risques d'affrontements, mais surtout on peut reléguer les Palestiniens dans leur ville en cas de besoin pour la sécurité d'Israël, sans troubler la libre circulation des colons.

Une Palestinienne m'a raconté ceci. «La semaine dernière, j'ai été à Gaza voir ma soeur, j'habite à Jéricho, cela faisait un an que je n'avais pas eu l'autorisation d'aller à Gaza. J'aime beaucoup les poissons de mer, j'ai donc décidé de ramener du poisson chez moi à Jéricho. Le poisson n'y est pas aussi bon et il vient d'Israël. J'ai donc acheté pour 100 NIS de poisson (1.500 F, le salaire moyen est de 850 NIS par mois). Au barrage qui marque la frontière entre Gaza et Israël, le soldat m'a contrôlée; il a refusé que je prenne le poisson. Il m'a dit "si tu veux manger du poisson retourne à Gaza". Je lui ai répondu que je ne faisais que passer chez eux et que je ne m'arrêtais pas. La route est un couloir de sécurité pour Palestiniens et je rentre d'une traite à Jéricho. "Si tu veux passer, jette ton poisson", m'a-t-il répondu.»

A Jénine, ville frontière avec Israël, après la libération, les ouvriers se sont vus interdire l'entrée en Israël. Le nombre des travailleurs palestiniens de Gaza autorisés à se rendre en Israël est passé à 8.000. Avant l'Intifada, ils étaient 80.000 et encore 30.000 en 1993. Beaucoup ont perdu leur emploi. 60 % des Gazéens n'a pas de revenu. En même temps, le prix du panier de la ménagère a triplé, l'essence augmente régulièrement. Des vêtements importés d'Europe et d'Israël sont vendus à des prix exorbitants. La production locale est faible et de mauvaise qualité. Toute l'importation de matières premières est sous contrôle israélien.

D'autre part, des produits locaux, comme les oranges, transitent parfois pendant 15 jours, pour parcourir 60 km, avant d'arriver à destination. Cela suite à tous les contrôles et changements d'"autorité".

Lors d'un attentat à Jérusalem, Israël a fermé Jéricho dans l'heure. Le bouclage hermétique de la ville a duré 15 jours. Les habitants ne pouvaient sortir, aucune marchandise. Il ne pouvait non plus entrer. Voilà ce qu'est l'"autonomie".

1. Le Monde Diplomatique, décembre 1995.

«Les élections ne mobilisent pas la population»

Interview du docteur Jadallah : «Seul le Fatah d'Arafat est représenté»

Léa Mathy

Le docteur Jadallah a passé plusieurs années dans les geôles d'Israël. Il est connu comme le porte-parole des Palestiniens de Jérusalem, exclus des accords. Les habitants de Jérusalem ne peuvent participer aux élections, sauf s'ils sont domiciliés en Cisjordanie. Ils perdraient alors leurs droits com-

citoyens de Jérusalem. Une manière de leur faire quitter la ville. Nous avons rencontré le Dr. Jadallah.

Que pensez-vous du processus électoral ?

Dr. Jadallah. Les élections ne sont représentatives que d'une fraction de la population. C'est un retour en arrière. Pendant l'Intifada, les Palestiniens étaient habitués à plus

d'ouverture démocratique dans leurs institutions. Dans les universités par exemple, existent des conseils d'étudiants. Tous les partis sont représentés et chaque année, le conseil est élu directement. Aux élections du 20 janvier par contre, une seule tendance, le Fatah d'Arafat, est assurée d'avoir des élus. Elles ne mobilisent pas la population. Et c'est justement

cette tendance qui défend bec et ongles les accords d'Oslo.

Il n'y a que des candidats du parti d'Arafat ?

Dr. Jadallah. Il y a aussi le Fida et le PPP (voir colonne), et des candidatures individuelles de personnes totalement inconnues, dont on ignore le programme. Pourquoi voter, se demande dès lors les

électeurs. Les trois partis de l'opposition (FDLP, FPLP et Hamas) appellent au boycott, ainsi que certains membres de la direction de l'OLP. La place laissée vide par l'absence de parti politique crédible est prise par les candidats "sans parti". Ils se présentent comme plus crédibles et honnêtes que ceux du Fatah, dont la corruption est réputée.

«Arafat est de plus en plus isolé»

Interview d'Anwar Raja (revue palestinienne *Ilal Aman*)

***Ilal Aman* (En avant), une des rares publications palestiniennes opposées aux "accords de paix" entre Israël et Arafat est éditée par le Front Populaire pour la Libération de la Palestine-Commandement Général. Nous avons rencontré son rédacteur en chef.**

Catherine Dijon

Anwar Raja. Les conditions sont compliquées depuis la disparition du camp socialiste. Les Etats-Unis ont maintenant l'hégémonie et peuvent dicter leurs décisions sur le plan international, particulièrement au Moyen-Orient. Les impérialistes peuvent dominer les gouvernements arabes, mais pas les peuples. On a l'impression que la situation se stabilise. En réalité, le volcan gronde. L'éruption viendra.

Les accords de paix entre

Arafat et Israël étaient une décision de l'impérialisme...

Anwar Raja. On doit se demander comment les pays occidentaux justifient ces accords. Quels droits de l'homme défendent-ils ? Pour l'unification européenne, les citoyens de différents pays ont été consultés par référendum. Comment expliquent-ils qu'Arafat ait signé les accords sans consulter le peuple palestinien ? Quels sens donnent-ils aux droits des trois millions et demi de Palestiniens de la diaspora ? Arafat a perdu le soutien de son peuple quand il a gagné celui des Etats-Unis et



Anwar Raja, éditeur d'«*Ilal Aman*», hebdo du FPLP-CG.

d'Israël. Il est devenu leur gendarme.

Les accords nient des droits historiques et légitimes du peuple palestinien. Des juifs de

Belgique, des Etats-Unis ou d'Angleterre peuvent venir vivre dans notre pays, parce qu'il sont juifs. Mais des Palestiniens nés sur cette terre n'ont pas le droit au retour.

Quelle est la situation des organisations palestiniennes opposées aux accords de paix ?

Anwar Raja. Un travail commun s'organise entre tous les groupes opposés aux accords. On y retrouve les tendances marxistes, nationalistes et islamistes. Nous avons des difficultés à nous faire connaître, suite à l'opposition de nombreux pays arabes et au blocus économique imposé à tous les adversaires d'Arafat. Des groupes au sein de l'OLP qui soutenaient Arafat s'opposent à sa politique aujourd'hui. Il s'isole toujours plus avec quelques restes du Fatah.

La Palestine : un nouveau Singapour ?

Vers la soumission économique à Israël et à l'impérialisme

Léa Mathy

De petites nations dont la population est le seul capital, ont pu prospérer comme Etats souverains. Voilà l'idée propagée ces derniers mois par l'équipe d'Arafat à travers ses médias. Les territoires se limiteraient au noyau des villages et des villes. Et les champs, les ressources en terre et en eau perdraient de leur importance. La direction de l'"Autonomie" cite l'exemple de Singapour, mini-Etat d'Asie, et de sa puissance économique. Elle oublie de signaler son caractère fasciste.

Les Américains, Israël et Arafat proposent le scénario suivant. Construction d'usines dans des enclaves israéliennes implantées en territoires autonomes, le long de la ligne verte (frontière entre Israël et la Cisjordanie). Les paysans palestiniens reconvertis en ouvriers de pointe travailleront dans le zoning industriel (protégé par une clôture). Une route reliera le zoning à la ville. Un bus de l'usine prendra les ouvriers palestiniens en ville le matin et les ramènera le soir.

Régler le problème du chômage et développer la vie économique n'est possible que si les Palestiniens sont mis sur pied d'égalité avec les pays développés. Il est impossible aujourd'hui pour un petit pays du tiers monde de se tailler une place dans le monde capitaliste où la concurrence est âpre.



Contrôle d'identité au barrage militaire entre Gaza et Israël. Même s'ils trouvent un jour un emploi à Gaza, les travailleurs palestiniens seront toujours soumis à Israël, qui veut profiter de la main-d'oeuvre bon marché en implantant ses industries dans les territoires "autonomes".

Actuellement, il est même interdit aux Palestiniens d'accéder aux banques informatiques comme Internet, Israël ayant le monopole du réseau téléphonique. Gaza et Jericho n'ont plus accès au réseau téléphonique international par mesure de

rétorsion pour factures impayées. L'accord d'Oslo II précise aussi que toute recherche scientifique et toute activité culturelle doit faire l'objet d'une collaboration avec Israël.

Voilà pourquoi les Palestiniens ne croient plus au processus de

paix. La soumission des autorités palestiniennes mène le peuple à une situation de dépendance totale envers Israël, qui n'a rien cédé à la Palestine. Le projet "Singapour" : une aubaine pour Israël, pas pour la Palestine!

EN BREF

L'ancien maire de Naplouse :

«Je ne voterai pas»

Bassam Shaka, l'ancien maire de Naplouse est cloué sur un fauteuil roulant depuis le 2 juin 1980. Un groupe de colons juifs avait posé un engin piégé sous sa voiture. Il ne maché pas ses mots en parlant des élections : «Honnêtement, je ne vois pas ce qu'il y a à célébrer. Les Israéliens sont là, avec leurs barrages militaires tout autour de notre ville. Personne n'entre ou ne sort sans montrer patte blanche. Ils peuvent nous asphyxier en trois jours. Ils continuent d'occuper la plus grande partie de la Cisjordanie et de Gaza, de coloniser nos terres, ils contrôlent nos frontières, retiennent cinq mille de nos prisonniers et nous volent Jérusalem-Est. Ou est la libération ?» Si M. Arafat a accepté de signer les accords d'Oslo et de Taba, c'est avant tout, à en croire cet homme de tempérament, «pour sauvegarder son pouvoir». La puissance occupante «ne nous a pas rendu notre droit à l'autodétermination, elle a simplement alloué à Arafat le droit de nous administrer. En rentrant à Gaza aux conditions israéliennes, il a perdu toute liberté». Bassam Shaka ne votera pas. «D'abord, parce que le résultat est acquis d'avance et que je sais comment Arafat traite ses opposants. Ensuite, parce que c'est pour moi une question de principe : On ne vote pas sous occupation militaire étrangère.» (Le Monde, 16 décembre 1995)

"Élections libres"

le 20 janvier ?

Seuls trois partis prennent part aux élections du 20 janvier : le Fatah (d'Arafat), le FIDA (une scission du Fatah) et le Palestinien Peoples Party (l'ancien PC). Le Hamas, le Front Démocratique et le Front Populaire de Libération de la Palestine n'y participent pas. Abdul Latif Geith, membre du Front Populaire : «L'élection d'un nouveau Conseil palestinien n'est qu'un moyen d'entériner le nouvel accord de paix.» Farouk Kaddoumi, ministre des Affaires étrangères de l'OLP, a lui aussi appelé au boycott : «Des élections sous occupation israélienne et selon les règles israéliennes ne peuvent conduire à l'indépendance.» Le Fatah d'Arafat s'est déjà approprié la direction absolue du nouveau Conseil. Arafat nommera lui-même vingt membres du conseil. Vingt sièges seront attribués aux Chrétiens. Et seulement 42 (sur un total de 82) sortiront vraiment du scrutin.

L'impérialisme américain soutient Arafat

Dix jours avant les élections, lors de la Conférence de Paris sur l'aide aux territoires autonomes, les grandes puissances ont promis d'accorder 25,5 milliards de FB à Arafat. «L'objectif est de renforcer le processus de paix en donnant un coup de fouet au soutien économique et politique au peuple palestinien», déclare le Secrétaire d'Etat américain Christopher. (Le Soir, 10.1.95) En 1994, sur les 22,8 milliards de FB promis, 11,4 milliards seulement ont été effectivement versés. En 1995, sur les 12,4 milliards de FB annoncés, 4,5 milliards ont été déboursés. (Le Monde, 11.1.95) Une part importante de cette aide sert au fonctionnement de l'administration d'Arafat. L'aide au "développement des territoires autonomes" est un moyen d'enchaîner davantage Arafat aux projets impérialistes dans la région. Et de gagner une partie de la population aux accords de paix.

EN BREF

Moyen-Orient

Influence militaire américaine renforcée

«Pour faire face à la menace militaire à long terme émanant de l'Irak et de l'Irak, les Etats-Unis continueront à renforcer leur présence militaire dans le golfe Persique. Pour dissuader ces deux pays de toute agression, des milliers de chars et d'avions de combat seront nécessaires». Voilà ce qu'a déclaré le ministre de la Défense américain, William Perry, en visite en Arabie Saoudite.

13.000 militaires américains sont actuellement stationnés dans le Golfe. Les Etats-Unis vont renforcer l'armée saoudienne. De nouvelles commandes pour leur industrie d'armement. La Jordanie recevra 16 avions de combat F16 et 50 chars (300 millions de dollars). «La Jordanie est une charnière de sécurité au Moyen-Orient», a déclaré Perry. Il ajoute : «Les six derniers mois, Hussein (roi de Jordanie) a pris ses distances par rapport à Saddam Hussein, même plus que les autres pays de la région ne l'auraient souhaité». Israël peut continuer à compter sur l'appui des Américains. Les Etats-Unis sont disposés à stationner des troupes sur les hauteurs du Golan, dans le cadre d'un accord de paix entre Israël et la Syrie. Et Israël recevra encore 200 millions de dollars pour développer des missiles. (NRC-Handelsblad, 8.1.95)

Grande-Bretagne

Expulsion d'un opposant saoudien

En avril 1994, Mohammed Masaari, opposant saoudien, demande l'asile politique en Grande-Bretagne. Membre du comité pour la défense des droits de l'homme, il envoie quotidiennement en Arabie Saoudite des fax dénonçant la corruption et le despotisme du régime. C'en est trop pour le roi saoudien Fahd, qui en parle au ministre britannique des Affaires étrangères, Rifkind, en septembre 1995. Les Britanniques refusent alors l'asile politique à Masaari. Commentaire du ministre des Affaires étrangères : «Les activités de Masaari entravent nos relations avec les Saoudiens. L'intérêt général britannique exige son éloignement. Nous avons des intérêts énormes en matière d'exportation et si des personnes abusent de notre hospitalité pour attaquer des pays amis, avec qui nous entretenons d'excellents rapports commerciaux et diplomatiques, il est très difficile de trancher». On ne peut être plus clair : on n'aura pas de problème à obtenir l'asile à condition de venir d'un pays "non ami", comme l'Irak, la Libye, la Chine ou la Corée du Nord. (IHT, 5.1.96)

Etats-Unis

Mort douce pour un nazi

Le criminel de guerre Arthur Rudolph vient de mourir à Hambourg à 89 ans. Il était le directeur de l'entreprise allemande qui fabriquait les V2. Des milliers d'ouvriers sont morts dans son usine des suites du travail d'esclaves auquel ils étaient astreints. Après la guerre, l'armée américaine l'emmena aux Etats-Unis, où il joua un rôle clé dans le projet Apollon. Rudolph ne fut jamais l'objet de la moindre poursuite, pas même quand il fut prouvé officiellement qu'il était un criminel de guerre. Il lui suffit de signer un document où il renonçait à la citoyenneté américaine... et il put vivre en paix aux Etats-Unis, encore heureux pendant longtemps... (International Herald Tribune, 4.1.96)



En 1967, l'armée israélienne a envahi le plateau du Golan syrien. Tous les villages ont été détruits. La plupart des habitants ont dû fuir sous peine d'être massacrés.

Normalisation impossible

Le PC syrien poursuit sa lutte contre le sionisme

Israël négocie un accord de paix avec le gouvernement syrien. Il se dit prêt à remettre à la Syrie le plateau du Golan, occupé depuis 1967, en échange d'une normalisation complète. Quel est le sens de cette proposition ?

Propos recueillis par Catherine Dijon

Voici l'analyse exprimée par Kadri Jamil, membre du bureau politique du parti communiste syrien.

«Les sionistes et les Américains veulent exploiter la nouvelle situation internationale. Ils essaient d'accaparer par la paix ce qu'ils n'ont pu obtenir par la guerre. L'Etat sioniste voulait auparavant étendre ses frontières du Nil à l'Euphrate. Aujourd'hui, il veut étendre son influence de l'Atlantique au Golfe. Notre parti maintient ses positions de lutte contre le

sionisme. Il faut d'abord libérer les terres occupées en 1967. L'obtention de la paix ne signifie pas l'acceptation de la coexistence avec le sionisme, l'idéologie des monopoles américains impérialistes.

Nous exigeons le retrait d'Israël de toutes les terres arabes occupées. Sur ce plan, nous soutenons la politique syrienne. Dans les pays du Moyen-Orient, le "nouvel ordre mondial" veut établir un système économique, social, militaire et culturel, dont Israël serait le centre. Il concernerait des domaines aussi divers que le tourisme, l'électronique, l'informatique, ... Israël a l'inten-

tion d'exécuter son ancien plan sur la région : détruire toute unité arabe, toute indépendance nationale. Il ambitionne aussi de réduire le soutien extérieur et de construire une puissance régionale, un grand marché qui contrôlerait des centaines de millions d'Arabes. Malgré ses ressources limitées, Israël possède une industrie militaire électronique équivalant à 12.000 dollars par habitant. La moitié du produit national de l'Egypte ! Son capital financier aux Etats-Unis est plus important que celui des Japonais. Une grande partie est maintenant mobilisée au service de la "normalisation". Le point essentiel de la "normalisation culturelle" consiste à enlever aux peuples tout esprit de dignité nationale. Notre parti appuie tous ceux qui luttent contre la normalisation culturelle, afin de constituer le plus large front populaire contre la normalisation».

Un journaliste turc torturé à mort

Le fascisme a noyé le pays dans le sang

Hilde Meesters

Le 4 janvier dernier, l'armée turque a envahi la prison d'Umraniye, à Istanbul, et assassiné Abdülmeçit Seçkin, Rıza Boybas et Orhan Özen, trois militants du DHKP-C (Front révolutionnaire pour la libération du peuple). L'autopsie a révélé les traces des dizaines de coups sur leur visage. Plus de quarante détenus ont été blessés, six se trouvent dans un état très grave. En représailles, les détenus des prisons de Bayrampasa, Sigmacilar (Istanbul), Buca (Izmir), Bursa, Adapazarı, Ankara, Yo-

zgat, Ceyhan, Iskenderun, ont refusé leur dénombrement en plaçant des barricades dans les corridors. A Buca, les détenus des organisations marxistes-léninistes DHKP-C, MLKP, TKP/ML-TIKKO et TDKP ont pris en otage 15 gardiens et trois responsables de la prison. Le 21 septembre, dans la même prison, trois membres du DHKP-C avaient péri sous les balles de l'armée et plus de cent détenus ont été grièvement blessés. Des manifestations de solidarité ont éclaté dans tout le pays. Pendant quatre nuits, Istanbul a été le théâtre d'affrontements opposant la police, munie de

blindés, et les manifestants, armés de cocktails Molotov. La police a procédé à des centaines d'arrestations. Le 9 janvier, jour des obsèques, la police a arrêté entre 500 et 1.000 personnes. En signe de protestation, les proches des victimes ont refusé la cérémonie religieuse, suite à quoi, la police s'est personnellement chargée de l'inhumation des trois dépouilles. Le lendemain, on a retrouvé dans un terrain vague, le corps défiguré de Metin Göktepe, un jeune journaliste de 21 ans qui travaillait pour la gazette progressiste Evrensel. La police a

Leçons de démocratie des Etats-Unis

«L'Irak est le pays le plus dangereux au monde. Cet Etat terroriste constitue une menace permanente pour la vie civilisée sur notre planète», affirme Newt Gingrich, président d'extrême droite de la Chambre américaine. Le Sénat a octroyé à CIA un budget de 20 millions pour soutenir les "mouvements d'opposition" en Iran. Le Sénat a encore adopté un projet de loi visant à sanctionner les entreprises étrangères qui investissent plus de 40 millions de dollars en Iran (ou en Libye). Il était déjà interdit aux entreprises américaines d'investir dans ces deux pays. A présent, les USA obligent d'autres pays à appliquer le même embargo. Les entreprises européennes ont déjà protesté avec vigueur. La France et surtout l'Allemagne ont investi dans le secteur de l'énergie en Iran (NRC-Handelsblad, 23.12; Wall Street Journal, 22.12).

Manipulation antiserbe des médias

Après une visite à la Serbie, l'écrivain autrichien Peter Handke a vivement dénoncé, dans une tribune de la Süd-deutsche Zeitung, la campagne antiserbe menée par les médias ces quatre dernières années. «Pour ce qu'on appelle l'opinion publique mondiale, dans cette guerre, furent bien trop vite fixés et gravés dans le papier les rôles de l'agresseur et de l'agressé, de l'innocente victime et du méchant».

Il s'en prend particulièrement au journal Le Monde, qu'il accuse «sous ses airs sérieux et distingués», d'être «devenu une feuille-espion masquée et démagogue». Handke émet aussi des doutes à propos de la portée des bombardements serbes sur Dubrovnik et de la responsabilité serbe dans les attaques contre le marché de Sarajevo. Il rappelle le calvaire enduré par les Serbes à Vukovar. (Libération, 8 janvier 1996)

eu le culot de démentir toute implication, prétendant qu'il décéda en tombant d'une chaise (!), alors que la victime figurait parmi les manifestants arrêtés lors des obsèques. Le même jour, des milliers de manifestants ont condamné cette atrocité. La Turquie compte près de 9.000 prisonniers politiques, pour la plupart des communistes ou des démocrates. En dix ans, un million de personnes ont comparu devant les tribunaux militaires. Dans les commissariats, la torture est monnaie courante. La mort aussi. Sources: Kurtulus et Atilim.

Mitterrand, le colonialiste

«La loi française, des Flandres au Congo»

«En 1954, j'appartenais à un petit groupe qui se trouvait à l'extrême pointe de l'expression politique en matière de décolonisation» (2), affirme Mitterrand en 1977. (1) Faux. En voici les preuves.

Catherine Dijon

Le premier novembre 1954, le peuple algérien déclenche la lutte armée contre l'occupation française. Dès le lendemain, Mitterrand, ministre de l'Intérieur, propose l'envoi de renforts militaires et de CRS. Le 12 novembre, devant l'Assemblée nationale, il déclare : «C'est une action terroriste dans son esprit comme dans ses moyens qui a soudain éclaté... Elle s'est développée simultanément sur tout les points du territoire.» Il ajoute : «L'Algérie, c'est la France... Les départements de l'Algérie sont des départements de la République française. Des Flandres jusqu'au Congo, s'il y a quelques différences dans l'application de nos lois, partout la loi s'impose et cette loi est la loi française...» Mitterrand traite les insurgés de «pauvres gens emportés sottement et tragiquement dans une aventure imbécile». Puis il conclut ce plaidoyer pour le colonialisme ainsi : «La France est présente en Afrique... pour que la France africaine soit, à travers le temps, le plus beau témoignage de la pérennité d'une civilisation que notre génération aura continuée.» Le vote en faveur de la répression est majoritaire, malgré l'opposition des élus communistes français et algériens. (3)

Quelques semaines plus tard, il confirme ces propos : «La



Des centaines de milliers d'Algériens ont connu les camps et la torture pendant la guerre d'Algérie. Mitterrand était un farouche partisan des pouvoirs spéciaux, qui accordaient tous les droits à l'armée coloniale française.

France doit maintenir son pouvoir et sa présence (en Algérie)... Nous sommes chargés de la lourde responsabilité de maintenir par la force l'unité nationale.» (2)

En 1956, Mitterrand devient garde des Sceaux (ministre de la Justice) dans le gouvernement socialiste de Guy Mollet. Il apporte son soutien actif aux pouvoirs spéciaux, votés par une large majorité de l'Assemblée, communistes compris. Mitterrand publie deux décrets qui octroient aux militaires le pouvoir de rendre justice en Algérie. Les tribunaux d'exception sont mis en place. (4) C'est la généralisation de la torture dans toute l'Algérie. Le gouvernement français n'ignore rien des méthodes utilisées dans les laboratoires de torture de l'armée française, comparée désormais à la Gestapo. Henri Alleg, directeur du journal communiste interdit "Alger Républicain", est arrêté. Son témoignage sur la torture, publié en 1958, révèle à toute la France les actes commis par son

armée. (5) Mai Mitterrand couvre ses généraux.

En 1956, la France procède au premier détournement d'avion de l'Histoire. Des dirigeants du Front de Libération Nationale algériens, dont Ben Bella (premier président algérien), à bord d'un avion marocain, sont kidnappés et emprisonnés en France.

51 exécutions capitales signées par Mitterrand

«Dans ma conscience profonde... je suis contre la peine de mort», déclare Mitterrand lors de sa campagne électorale en 1981. Beaucoup se souviennent de lui comme le président qui a aboli la peine de mort. C'est pourtant le même homme qui, de 1956 à 1959, remettait un rapport au président de la République sur les demandes en grâce des condamnés à mort. Durant son exercice de ministre de la Justice, 51 patriotes algériens sont exécutés. (6) Par-

mi eux, le communiste d'origine française Fernand Iveton. «Cette exécution a valeur de symbole : un homme qui n'avait pas fait couler une goutte de sang a été guillotiné. Et François Mitterrand en avait décidé ainsi», commentent les auteurs d'une remarquable enquête sur les liens de Mitterrand avec l'extrême droite. (4)

Au sortir de la guerre 40-45, Mitterrand était parvenu à faire oublier sa collaboration avec le régime fasciste de Vichy et à se présenter comme résistant. Mais les événements d'Algérie ont montré clairement sa nature, comme celle des dirigeants sociaux-démocrates, partisans de l'ordre colonial français.

1. Politique 2, 1977. 2. Le Monde, 26 novembre 1954. 3. Citations extraites du cinquième tome (inédit) de l'oeuvre de Jacques Jurquet, La révolution nationale algérienne et le Parti Communiste français. 4. E. Faux, T. Legrand, G. Perez, La main droite de Dieu, Seuil, 1994. 5. Henri Alleg, La question, Ed. de Minuit, 1958. 6. Chiffre cité par Jacques Jurquet. Les estimations varient de 44 à 61.

Le PS, le meilleur moyen de terrasser les communistes

Mitterrand : «J'ai toujours combattu le communisme»

Catherine Dijon

Mitterrand a été élu à la présidence, en 1981, avec le soutien de toute la gauche, Parti communiste compris. En récompense, Mitterrand accordait quatre ministères au PC. Ce "soutien" était en réalité la meilleure façon de terrasser le PC, vœu qu'il portait depuis toujours.

Au sortir de la guerre 40-45, Mitterrand est élu député sur une liste de droite. Il dénonce «l'Etat-trust qui se substitue partout à l'initiative privée». (1) En 1947, il devient ministre des Anciens Combattants dans le

gouvernement du socialiste Ramadier. Il confie à son chef de cabinet : «On ne peut pas envisager de faire disparaître le PC, mais le ramener à 10 %, ce ne serait pas mal (2).» Ministre de l'Information en 1948, il s'emploie à diminuer l'influence communiste sur les ondes. Dans les années soixante, Mitterrand recolle les morceaux de la "gauche" et devient en 1971, le premier secrétaire du nouveau Parti Socialiste. En 1972, il signe avec le Parti Communiste un programme commun, en vue des élections législatives de 1973. «Notre objectif fondamental, c'est de

refaire un grand Parti socialiste sur le terrain occupé par le PCF lui-même, afin de faire la démonstration que, sur les cinq millions d'électeurs communistes, trois peuvent voter socialiste», annonce-t-il le 29 juin, devant l'Internationale socialiste. (3) Mais Giscard d'Estaing le devance de peu. Mitterrand a sept ans pour chauffer ses troupes pour le battre en 1981. Aux élections législatives, le PS dépasse pour la première fois le PCF, le premier parti de la gauche depuis la fin de la guerre. Le PS obtient 37,51 %, un record, et le PC, 16,17 %. Le coup de grâce sera inatten-

du. Mitterrand élu en 1981, décide de compromettre le PCF : il lui offre quatre ministères. Le PCF, qui a abandonné depuis longtemps les principes révolutionnaires s'engouffre dans la gestion du capitalisme. Et de rienements en compromis, il dégringole jusqu'à 6,8 % aux présidentielles de 1988, le plus faible score de son histoire. Mitterrand peut triompher : il a atteint l'objectif qu'il poursuivait depuis un demi-siècle.

1. Catherine Nay, Le noir et le rouge, Grasset, 1984. 2. JP Liégeois, JP Bédé, Le Feu et l'Eau, Grasset, 1990. 3. Libération, 9 janvier 1996.

AGENDA

Charleroi

Judi 1 février, 19h30

Débat sur la lutte pour l'emploi avec Bruno Baudson (CNE), Daniel Van Daele (CGSP), Jo Cottenier (PTB). La Braise, Rue Zénobe Gramme 21, Charleroi. Org : PTB Charleroi.

Liège

Mercredi 31 janvier 19h30

"Débat sur les privatisations". Avec Gérard de Selys qui présente son livre "Privé de public", sur les privatisations en Europe, Christian Cornet, secrétaire régional CGSP-enseignement, Ghislain Waernier, délégation FGTB de Cockerill-Sambre-Liège, Michel Olynyk, délégation CSC de Cockerill-Sambre-Liège, Guy Dormal, régionale CGSP-cheminots de Liège, Stéphane Roussia, président du DIES, Jan Van de Putte, auteur du livre "Délégués sous le feu". FGTB, place St-Paul 9-11, Liège. Org : EPO.

Morlanwelz

Samedi 3 février dès 16 h.

Comment l'extrême droite parvient-elle à attirer une frange importante de la jeunesse? Ses techniques de propagande? Foyer des Hayettes, Rue V. Mabilley, 55, Morlanwelz. Org : Front antifasciste du centre. Infos : 064/26 06 59

Annnonce publicitaire

Au Centre International
Bd M. Lemonnier 171, 1000 Bruxelles 02/5137941

Jusqu'au 27 janv. Entrée libre
Exposition et vente d'oeuvres des:
Artistes pour la
Paix en Yougoslavie
Des artistes réalisent un projet de T-shirt, de poster ou de carte(s) postale(s). Ces projets sont exposés au Centre International, à Bruxelles. Ils sont mis en vente au profit des enfants réfugiés à Banja Luka. Une série de T-shirts, de posters et de cartes a déjà été imprimée et a été emmenée en Yougoslavie avec un convoi d'aide.

17 janv., à 20h. En français. 90F
Cinq ans après
la guerre du Golfe
Zohra OTHMAN, Serge WASTERLAIN et
Alain LEJEUNE.

18 janv., à 20h. En français. 90F.
Quel fut le rôle de Tito
en Yougoslavie
Conférence-débat avec Jean-Pierre
CASIMIR et Michel COLLON

20 janv., à 18h. Entrée libre.
Apéritif Poétique
Poètes de la
Guerre civile espagnole
Oeuvres choisies par
Henriette COURTENS.
Poèmes de Miguel HERNANDEZ, Blas DE
OTERO, Gabriel CELAYA, César VALLEJO,
Rafael ALBERTI, Antonio & Manuel
MACHADO, Pablo NERUDA,
Carlos BUSONO, Eugenio DE NORA,
León FELIPE et Vicente ALEIXANDRE.
Accompagnement musical par le groupe
'Brasas'.

20 janv. De 19 à 21 h.
ATELIER
'Chanteurs pour le peuple'
Dès maintenant, le groupe de musique
Brasas organise chaque mois, juste après
l'apéritif poétique, un atelier pour ceux qui
aiment chanter et qui, avec leur voix,
veulent apporter leur petite note à la lutte des
opprimés, de ceux qui, précisément, sont sans
'voix' dans cette jungle sociale.
Plus de renseignements: 03/281.46.70.

Un étudiant palestinien risque l'expulsion parce qu'il double

Les universités se ferment aux étudiants étrangers issus de milieux modestes

Sameer, palestinien de 23 ans, étudie la kiné à l'université de Gand. Mais pour combien de temps encore ? Son visa d'étudiant n'a pas été prolongé. Il a payé le minerval et suit les cours. Or il vient d'être déclaré "illégal". Entretien...

Marianne Nimmegeers

Comment es-tu arrivé en Belgique ?

Sameer. Je suis venu faire mes études en Belgique il y a un an et demi. En Israël, je ne pouvais pas me permettre - outre le minerval qui s'élève déjà à 70.000 francs - de payer les cours supplémentaires qu'il m'aurait fallu suivre parce que je n'avais pas été reçu à l'examen d'entrée. J'ai travaillé quelques temps, mais je voulais quand même faire des études. Comme mon frère habitait en Belgique depuis douze ans, j'ai décidé de venir étudier ici.

Heureusement, mon frère était d'accord d'assurer ma subsistance et mon logement. Lorsqu'ils n'ont pas de bourse spéciale de leur pays d'origine, les étudiants étrangers doivent attester que quelqu'un s'engage à subvenir à leurs besoins. Je ne peux même pas travailler ici. Les étudiants étrangers qui ne sont pas riches, ou qui n'ont pas de frère comme le mien, doivent travailler au noir s'ils veulent poursuivre leurs études. En plus de cette attestation il faut aussi un visa d'étudiant, une preuve qu'on étudie à l'université.

Que s'est-il passé exactement ?

Sameer. J'étudie à Gand. Mon visa d'étudiant expirait le 31 octobre 1995. Je me suis rendu à l'hôtel de ville où on m'a seulement dit qu'on n'avait pas l'autorisation de prolonger mon visa, sans autre explication. Je suis alors allé trouver un avocat qui, à plusieurs reprises, a contacté le ministère de l'Intérieur. Mais on ne m'a donné aucune raison officielle. Me voilà



Etudier est un droit pour tous. Y compris pour les étrangers. Sameer doit rester. Vande Lanotte s'en aller!

dans une situation très difficile, d'autant plus qu'il me faut aussi étudier. Et puis, officiellement, j'étais soi-disant en situation illégale, alors que j'ai une carte d'inscription valide et que j'ai payé 17.600 francs de minerval. Pendant toute la première partie de l'année, j'ai donc dû étudier sans avoir mes papiers en règle, avec la menace constante d'être arrêté.

Tu n'as toujours pas reçu d'avis officiel ?

Sameer. La première semaine de cette année, au beau milieu des examens, mon avocat a finalement reçu l'avis officiel. Mon visa d'étudiant n'est pas prolongé parce que je n'ai pas participé aux examens de l'année dernière. Je double mon année, je suis les cours, et suis en pleine période de préparation aux examens. La situation est absurde. Je suis reconnu comme étudiant par l'université, mais pas par le

gouvernement. Que faire maintenant pour poursuivre mes études et participer aux examens ?

Universités pour élites européennes

Près d'un tiers des étudiants doublent leur première candidature. Est-ce une raison pour expulser Sameer ? Et Sameer n'est pas le seul dans le cas. Si le nouveau projet de loi du socialiste Vande Lanotte était approuvé, nous n'aurions plus que des universités pour les élites européennes dans la forteresse Europe. Le ministre propose d'expulser les étudiants ne pouvant pas prouver qu'ils disposent de moyens d'existence suffisants, ceux dont la durée des études serait "anormale" ou ceux dont un parent ferait appel au CPAS.

Jeunes pour Objectif de l'université de Gand a rédigé une pétition

pour défendre Sameer et pour réclamer le retrait du projet de loi du ministre Vande Lanotte.

D'autres actions suivront : que Sameer reste et que Vande Lanotte s'en aille !

Que Sameer reste, que Vande Lanotte s'en aille !

La pétition de Jeunes pour Objectif de l'université de Gand comprend cinq revendications :

1. Sameer doit rester. Le visa d'étudiant de Sameer doit être prolongé.
2. Droits entièrement égaux et financement des étudiants étrangers.
3. Pour un enseignement démocratique, accessible à tous. Non à toute forme de limitation des étudiants.

4. Retrait des projets de loi de Vande Lanotte. Ouverture des frontières à tous les réfugiés, quelle que soit la raison les ayant amenés à quitter leur pays : guerres, misère, dictature, etc.
5. Fermeture des camps d'internement dans tout le pays, ainsi que des cellules d'isolement dans les aéroports, dans les gares et dans les institutions publiques. Arrêt des rapatriements forcés.

Le "choeur de l'armée rouge" de grévistes

Pour chanter la lutte aux piquets de grève

Stijn Soete

Aux Philippines il existe des groupes régionaux de chanteurs dits "d'intervention". Il s'agit d'ouvriers et d'ouvrières d'usine qui, après leur travail, vont chanter de piquet de grève en piquet de grève. Par leurs chants, ils stimu-

lent l'ardeur combattive, ils organisent la solidarité entre les diverses entreprises en grève.

C'est cet exemple qui a incité le Parti du Travail à créer les "Chanteurs pour le peuple". Après quelques répétitions, les chanteurs amateurs pourront soutenir à leur manière les luttes dans leur région,

aux piquets de grève, pendant les occupations, lors d'actions et dans les manifestations. Des airs connus mais aussi de nouveaux chants exprimeront la solidarité et soutiendront la combativité. Il est grand temps de remettre à l'honneur cet instrument de lutte populaire.

Cela vous intéresse ? Voulez-vous donner votre voix au PTB pour faire avancer les luttes ouvrières ? Des groupes se réuniront par région pour les répétitions. Une fois par mois, on organisera un atelier de chant national, au Centre international, après les apéritifs poétiques du groupe

musical Brasas. .

Le premier atelier aura lieu ce samedi 20 janvier de 19 à 21 heures. Les dates suivantes seront le 10 février et ensuite tous les troisièmes samedis du mois.

Pour plus d'informations : appelez Stijn Soete au numéro 03/281.46.70.

Mourad ne peut plus aller à l'école

A l'école à Bruxelles : la chronique d'un immigré

Mourad vient me trouver. Il est exclu de son école car busé aux examens. La directrice lui interdit de revenir après les vacances de Noël. Que faire ? Allez trouver une école au milieu de l'année scolaire... Droit à l'enseignement ? Obligation scolaire ? Tous ces mots me passent par la tête.

Bruno Bauwens

Tout de suite, nous téléphonons à la directrice. Elle se contente de nous confirmer qu'il ne peut plus revenir à l'école. Elle nous propose toutefois un entretien le premier jour après les vacances.

Sur ces entrefaites, la mère de Mourad s'inquiète. «Où Mourad va-t-il encore trouver une école à ce moment de l'année ? Je veux qu'il aille dans une bonne école, une école qui le prépare à l'avenir. Les seules écoles où on l'acceptera encore au milieu de l'année, ce sont de mauvaises écoles».

Lundi 8 janvier, je me rends avec Mourad et son père Hamed à la direction. Son école est à Woluwé, une des écoles les plus chics de Bruxelles. Ce qui me frappe tout de suite, c'est qu'il n'y a presque pas d'immigrés. «Il n'y en a que six à l'école», raconte Mourad, «et ce sont les meilleurs de l'école». La directrice nous reçoit en compagnie de la conseillère disciplinaire de l'école.

Je lui demande pourquoi Mourad ne peut plus fréquenter l'école. Elle me répond qu'il a été busé à tous ses examens. «Mais», raconte le père, «c'est quand même normal.

Il a été absent pendant tout le mois de novembre, car il était malade. Il a été opéré au pied. C'est quand même normal qu'il ait pris du retard». «En plus», dis-je, «une année scolaire dure un an. Les jeunes sont évalués sur toute une année et pas sur trois mois.». Mais manifestement, ces arguments ne jouent aucun rôle. Rien à faire.

Seuls les élèves "convenables" peuvent rester

Une autre raison au renvoi de Mourad est son comportement. Il dérangerait en classe, il ennuerait les autres, etc. Mourad accepte ces critiques. Le père s'étonne de ce qu'on ne l'ait jamais mis au courant des problèmes. «Pourquoi



L'école reproche à Mourad son indiscipline. Il ne conteste pas. Mais cette école élitiste veut-elle encore d'un tel élève ?

m'en parlez-vous seulement maintenant, quand on l'exclut de l'école ? Vous ne m'avez jamais téléphoné, jamais écrit, ...» La réponse est presque drôle. «Au cas où il arrive en retard ou d'autre problème, c'est la tâche de l'élève de le mentionner dans son journal de classe et de le faire signer», affirme la directrice. Combien d'élèves vont-ils aller raconter d'eux-mêmes à la maison qu'ils ont brossé les cours ?

«En outre, nous ne pouvons pas nous permettre de compromettre la formation des autres élèves», ajoute la directrice. «Leur formation est plus importante que celle d'un seul individu».

La directrice commence aussi à mentir. Elle se sent un peu prise de court. «Mourad n'a pas été mis à la porte de l'école. Nous lui conseillons une réorientation. Légalement, il est possible de changer d'école jusqu'au 15 janvier».

Et s'il reste, demandons-nous ? «Dans ce cas, il comparaitra devant le conseil de discipline et sera exclu de l'école. Maintenant, il peut encore changer d'école légalement, c'est ce que nous lui

conseillons. S'il reste, il sera mis à la porte de l'école après le 15 janvier et ne pourra plus aller nulle part». La directrice ajoute que d'autres écoles sont obligées de l'accepter. C'était nouveau pour moi. Je lui demande : «Est-ce pour cela qu'il y a tant de jeunes qui ne trouvent pas d'école à Bruxelles ?» Vérification faite, c'est le contraire qui est vrai. L'école qui exclut un élève est obligée de trouver pour lui une autre école. Cela, la directrice a omis de nous le raconter.

«C'est quand même une injustice»

Une fois dehors, le père de Mourad me dit : «Bruno, ils peuvent dire ce qu'ils veulent, mais c'est quand même une injustice. Ce n'est pas une école pour Mourad. C'est une école chic. Nous ne sommes pas chics. Mon fils ne peut pas venir ici».

Cette école a une toute autre idée de l'encadrement des jeunes. La seule chose qui l'intéresse, ce sont des élèves modèles qui n'ont aucun problème, auxquels il n'y a

rien à faire. C'est une école élitiste. Mourad n'est pas le plus facile, le meilleur, le plus riche. C'est un jeune ordinaire, immigré, issu d'un milieu ouvrier.

Ses deux parents sont au chômage. Ils ne peuvent pas beaucoup l'aider en maths, en anglais ou en néerlandais, car eux-mêmes ne sont pas très scolarisés. Il n'a donc pas les mêmes facilités qu'un autre élève issu d'un milieu bourgeois. Et s'il échoue, il sera mis au rebut. Directement à "l'école-poubelle". «Mourad ne peut plus aller que dans l'enseignement technique. Là, on l'acceptera encore», a remarqué quelqu'un.

C'est la réalité à Bruxelles. C'est ainsi que les immigrés et les enfants d'ouvriers subissent la sélection. C'est ainsi qu'apparaissent deux sortes d'écoles : des écoles pour l'élite (les cadres de demain) et les écoles pour les autres (les ouvriers et les chômeurs de demain).

Mais ces écoles d'ouvriers régressent à vue d'oeil. Pas de moyens, encadrement trop restreint, beaucoup d'élèves par classe, ... C'est là que Mourad peut encore s'adresser.

Mourad n'est pas le seul

Combien de jeunes circulent à Bruxelles sans pouvoir aller à l'école ? On ne le sait pas exactement. Beaucoup en tout cas. Chaque année, c'est un véritable combat pour trouver une école qui vous accepte.

Ainsi, une école de Molenbeek n'acceptait plus certains élèves qui s'y trouvaient l'année précédente. Ils étaient obligés de chercher une autre école. Si on a un mauvais rapport, il est très difficile d'en trouver une. Bien

sûr, on ne dit pas que c'est parce que vous êtes immigré. Non, ils parlent de l'intérêt de l'ensemble de l'école, du comportement, des capacités de l'élève, des coûts, ...

Contre cette forme de discrimination, Rebelle et MML exigent un enseignement démocratique. Un enseignement gratuit, accessible à tous. Pas d'économies dans les écoles, pas "d'écoles-poubelles", mais au contraire un refinancement.

Liège : Les étudiants à nouveau dans la rue !

Ils étaient plus de 500 ce jeudi 11 janvier à reprendre la lutte. Les étudiants du secondaire (les autres sont en examen) ont suivi l'appel de la DIES (Délégation indépendante des étudiants du secondaire). Après être passé dans la "trémie", qui est devenue à Liège le symbole de la répression, ils se sont dirigés vers le ministère des Finances. Et là, des (faux) billets de 1.000 francs ont volé par les fenêtres, assez pour refinancer l'enseignement ! Ces billets ont été remis à la Région wallonne.

La manifestation a voulu également commémorer la bastonnade du 28 novembre dernier. Une minute de silence près du siège du PS pour tous ces jeunes matraqués et blessés. Petite anecdote : seuls les flics en civil sont restés debout;

on pouvait les repérer à des kilomètres ! Mais quel est le bilan maintenant ? C'est un succès parce que la manifestation a eu lieu malgré les nombreux problèmes. Il y a ceux qui ont raté leurs examens, qui subissent la répression des parents à la maison. Il y a ceux qui ne voient plus très bien où on va avec toutes ces manifs. Il y a ceux enfin qui attendent de voir comment le mouvement va reprendre avant de se lancer dans la lutte.

Alors à tous ceux là, nous disons : venez rejoindre vos copains dans la rue. Seul un véritable mouvement de masse pourra mettre la pression pour exiger un vrai refinancement de l'enseignement ! Quand à vos parents, travailleurs, dites-leur : ce mouvement vous

concerne aussi. C'est un refinancement de tous les services publics qu'il faut exiger !



Bon

Nom : _____
 Prénom : _____
 Adresse : _____
 Code postal : _____
 Ville : _____
 Date de naissance : _____
 Ecole / mouvement de jeunes : _____

Je désire plus d'infos sur :

- les activités nationales de Rebelle
 - l'université marxiste d'été pour jeunes 1996
 - le camp de Pâques
 - le voyage à Paris, Lyon et leurs banlieues
 - les voyages à Cuba et au Rwanda

les activités de Rebelle de ma région

Je désire :

- un abonnement gratuit de 5 semaines à l'hebdomadaire Solidaire

Veillez renvoyer ce bon à Rebelle, boulevard Lemonnier 171, 1000 Bruxelles.

Trois sidérurgistes de Cockerill-Sambre en ex-Allemagne de l'Est

Visite d'Eko-Stahl et d'Eisenhüttenstadt, "Ville des aciéries"

Cockerill-Sambre a tout récemment acquis 60% de l'entreprise Eko-Stahl, complexe sidérurgique à une centaine de kilomètres à l'est de Berlin. Trois sidérurgistes de Cockerill-Sambre, (Liège et Charleroi) ont visité leurs nouveaux "collègues". Récit de voyage.

Gavroche

Après la chute du mur, en 1989, toutes les entreprises d'Etat de l'ancienne RDA ont été soumises à une gigantesque opération de privatisation et démolition. Une société de curatelle géante fut spécialement créée pour organiser cette liquidation, la Treuhand. Au départ, Eko-Stahl devait disparaître en tout ou en partie, mais les travailleurs de cette entreprise, soutenus par toute la population, se sont mobilisés pour le maintien de leur emploi. Résultat : la Treuhand et le Land (le gouvernement local) ont décidé le maintien et la modernisation de l'entreprise.

Un vaste complexe parmi de grands espaces verts

Grâce à des camarades allemands rencontrés à la fête du 1er mai du PTB, nous obtenons l'adresse de Berndt, délégué syndical à EKO. Il est enchanté de nous recevoir. Avec Erika, qui travaille également à EKO, il organise un excellent programme : visite de l'entreprise, de la ville, du musée d'histoire locale, rencontre avec des travailleurs.

A notre arrivée, nous sommes curieux de visiter l'entreprise. Nous roulons dans une belle avenue, mais c'est déjà l'entreprise. L'environnement est très différent de celui de Seraing ou de Marchienne. Tout nous paraît nettement moins gris. Nous circulons dans centre urbain, avec de grands espaces verts séparant les

différentes unités de production. Ce complexe sidérurgique est très étendu. Il est traversé par 200 km de voies ferrées. Berndt modère notre enthousiasme : «Certains unités de production ont été fermées ou "détachées" de ce qui est spécifiquement sidérurgie. On a divisé l'ancien EKO, où travaillaient 12.000 personnes, en un nouvel EKO, avec seulement 2.500 sidérurgistes, et une série d'entreprises "indépendantes". Nous visitons des outils que nous connaissons bien : hauts-fourneaux, aciérie, coulée continue, laminoirs à froid. Ces unités ne sont pas contiguës, pourtant tout se suit, dans la logique de la production d'acier. Il manque le laminoir à chaud, qui doit faire la soudure entre la coulée continue et les laminoirs à froid. Sa construction était prévue. Ce "chaînon manquant" a permis aux spécialistes de l'Ouest de ricaner sur les "aberrations de la planification bureaucratique". Ce n'est pas difficile de les remettre à leur place. Les "choix stratégiques" de nos grands gestionnaires capitalistes ont eu pour conséquence la fermeture d'entreprises ultra-modernes, comme Valfil.

Une oeuvre collective planifiée par l'Etat

EKO, ce sont les initiales d' "Eisenhütten Kombinat Ost", le combinat sidérurgique de l'est. Un combinat comprend à la fois une entreprise de grande taille et la ville construite à côté, avec tout ce qui est indispensable au bien-être des



Le haut fourneau n°5 d'EKO-Stahl, construit par des ouvriers tchécoslovaques..

travailleurs. En même temps que les hauts-fourneaux, les laminoirs, les convertisseurs, on a construit des logements, des écoles, des centres commerciaux, des hôpitaux, des crèches et jardins d'enfants, des équipements sportifs. Chaque quartier dispose de l'infrastructure économique et sociale nécessaire aux familles des travailleurs. Autour de la sidérurgie, sont implantés des entreprises de montage, des chantiers navals,

des boulangeries, des serres pour cultures maraîchères, des cimenteries et briqueteries. Des dizaines d'artistes ou architectes ont contribué à rendre la ville et les logements agréables. Nous avons visité le musée local où est retracée l'histoire d'Eisenhüttenstadt. La responsable nous explique avec passion les différentes étapes de la naissance du combinat. «Quand le gouvernement a annoncé que dans cette

région reculée, on allait bâtir une ville et une grande usine, des gens sont venus de partout avec l'idée qu'ils allaient participer à quelque chose de tout à fait nouveau. A cette époque, je travaillais à Potsdam, mais je suis venue pour apporter ma pierre à cette oeuvre collective.»

Une décision stratégique et internationaliste

En 1950, le parti communiste (SED, Parti Socialiste Unifié) au cours de son troisième congrès, prend la décision stratégique de développer une industrie de l'acier, base de l'industrie socialiste de la République Démocratique Allemande. Eisenhüttenstadt et sa sidérurgie seront appelées "Friedenswerk an der Friedensgrenze", une oeuvre de paix à la frontière de la paix. L'ensemble est situé à la frontière entre la RDA et la Pologne, formée des fleuves Oder et Neisse. Et l'idée que plus jamais une guerre ne doit partir du sol allemand est à la base de la fondation de la RDA en octobre 1949.

Le combinat s'est construit dans un grand esprit internationaliste. Polonais, Tchèques, Soviétiques, ont apporté leur contribution à la construction d'un monde nouveau après l'écrasement du nazisme. En creusant les fondations des hauts-fourneaux, les ouvriers ont découvert les restes de ceux qui se sont sacrifiés dans la lutte contre l'Allemagne nazie. 4.000 dépouilles de prisonniers soviétiques ont été exhumées du chantier pour être solennellement ensevelies dans une place de la nouvelle ville, qui s'appelait place de l'amitié germano-soviétique. Horst, notre guide, nous apprend que depuis la réunification, elle a été rebaptisée place "des Victimes".

Une ville-jardin en péril depuis la réunification

«Nous avons été annexés !» disent les travailleurs de RDA

Gavroche

Nous visitons la ville, qui a beaucoup de charme. Les appartements sociaux aux architectures diverses, sont construits autour d'espaces verts, reliés par de larges avenues. C'est le paradis pour les enfants qui peuvent jouer sans craindre les dangers de la circulation. Tout a été conçu à la fois pour rencontrer les besoins des gens et agréer leur environnement. «Nous avons manifesté pour améliorer le socialisme, pas pour être annexés», déclare le gérant de l'auberge de jeunesse. Mais à Eisenhüttenstadt, selon nos amis,

très peu de gens ont participé au mouvement de protestation. Ce manque d'enthousiasme leur était reproché, parfois très agressivement (on leur crevait les pneus), lorsqu'ils se rendaient dans d'autres grandes villes.

Depuis la réunification, les acquis sociaux sont progressivement démantelés. Un exemple : la fermeture des crèches. «C'est logique, dit Erika, quand on a fermé des entreprises, beaucoup de femmes ont perdu leur travail. Il y a eu une baisse très forte des naissances. On est passé d'environ mille naissances par an à cent. Il y a moins de

demandes pour les crèches, elles ferment. Il y a moins de crèches, donc encore moins de possibilités pour les femmes de travailler.» Avant, 96 % des femmes d'Eisenhüttenstadt avaient un emploi. 4.000 d'entre elles travaillaient à EKO. La moitié des cadres de l'entreprise étaient des femmes.

Le combinat disposait aussi d'une polyclinique et de huit établissements sanitaires, avec huit médecins, huit dentistes et trente-sept infirmières. Tous les soins étaient gratuits. La Sécurité sociale était garantie par un versement mensuel de 60 à 100 Marks, pour un

salaire de 800 à 1.000 Marks (Est). Ce système est remplacé par des mutuelles et des cotisations plus élevées.

L'usine possédait dix cuisines qui servaient pour un prix modique 8.400 repas chauds, même pour ceux qui travaillaient la nuit. Les prix ont augmenté; 800 travailleurs seulement viennent encore au restaurant. Repos et détente étaient offerts aux travailleurs dans des centres de vacances (de 3300 et de 1650 places). Chaque année, 830 places étaient offertes pour les vacances des enfants. Ces établissements ont été privatisés.

Visiter Eko-Stahl ?

Les 26, 27 et 28 janvier, un groupe de sidérurgistes se rendra à nouveau en RDA.

Désirez-vous être du voyage ? Contactez le secrétariat national du PTB, bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles. Tél.: 02/513.77.60.

Envoyez vos lettres à Solidaire
Bd. M.Lemonnier 171
1000 Bruxelles.
La rédaction se réserve le droit
d'abréger les lettres.

Exécution sommaire...

D'après tous les témoins directs de la scène, les deux jeunes abattus hier à Charleroi ne constituaient en rien une menace telle pour la gendarmerie qu'ils devaient être exécutés sur place. D'après l'un des témoins : «Dès que les jeunes se sont rendus compte qu'ils étaient pris en chasse, ils se sont garés et sont sortis de la voiture». Résultat de l'enquête, comme toujours : légitime défense. Les jeunes auraient foncé sur les gendarmes... Mais alors, comment expliquer que le corps du jeune exécuté se trouve à l'extérieur du véhicule ? Et qu'en est-il des témoignages des témoins directs ? A la poubelle ! Comme il sied dans toute bonne dictature... dégueulasse... On avait déjà pu se rendre compte à Liège de la sauvagerie sanguinaire des gendarmes. Jusqu'ou les laissera-t-on aller ? Réponse : jusqu'ou ils le voudront. La bourgeoisie a besoin d'eux, alors... Que l'on ne vienne pas nous parler de "marginiaux" en ce qui concerne les témoins : il s'agit en

fait de commerçants. Bien entendu, on met déjà en doute la moralité des témoins...

**L. Pierre
Binche**

Réponse à Marc Bossuyt

Comme elle a dû vous faire peur, monsieur le Commissaire général aux Réfugiés, cette Déclaration des Evêques de Belgique, pour vous pousser à écrire ces quelques lignes rageuses et menaçantes ! Qui aura lu sans sourire - amèrement - vos déclarations d'amitié à l'égard des réfugiés dans le monde et, au-dessus de votre signature, ce rappel de votre mission légale : "La protection des réfugiés" ? Par quel hasard vous est venu l'impérieux besoin de nous rappeler comment vous, et tous vos collègues européens, concevez la politique d'immigration, précisément au lendemain du jour où ont été enterrés au Cimetière de Hoboken deux jeunes hommes morts de misère et d'un espoir fou. Car il faut être fou pour vouloir quitter un pays où le revenu moyen par an et par habitant est d'environ 200 dollars (6.000 francs belges) et croire qu'ici, où ce même revenu est de 22.920 dollars (687.000 francs belges), on va pouvoir ramasser quelques miettes... Il faut

être fou pour sauter au fond de la cale d'un cargo et s'y cacher sans nourriture, sans vêtements, sans lumière pendant des semaines... A vous entendre, cela ne se passe pas ainsi : «... On peut mettre en doute le fait que les personnes pouvant se permettre d'entreprendre un voyage pour l'Europe occidentale soient vraiment celles qui ont le plus besoin de notre aide». Oui sans doute, sont-ils fous, tous ceux-là qui aspirent au développement, à l'éducation, à l'éradication des maladies et de la mortalité infantile, à une espérance de vie qui dépasserait 39 ans comme en Sierra Leone, à un meilleur environnement, à l'égalité, à la justice, à la paix. Ils en ont tant besoin, Monsieur le Commissaire général, qu'ils risquent leur pauvre vie pour tenter de franchir, au mépris de vos lois et de vos règlements, les murs que vous avez érigés autour de nous. Mais vous devez savoir qu'il y a ici des femmes et des hommes, chrétiens ou non, qui sont prêts à partager, à ouvrir leur porte et leur cœur, à permettre qu'entrent dans ce pays qui est devenu le leur, ceux qui, comme mes grands-parents en 1928, y cherchaient le droit d'asile ou tout simplement, le droit de vivre.

**Jacqueline B.
Bruxelles**

Ecolo et l'Irak

Sans arguments, les parlementaires Ecolo-Agalev refusent d'accompagner une prochaine délégation de représentants d'entreprises et d'associations humanitaires belges, en vue de témoigner des conséquences du blocus dans les divers domaines de la vie en Irak (autres que ceux de la santé et de l'alimentation). En Espagne, les cinq premiers enfants irakiens d'une série de trente cinq sont arrivés pour des soins médicaux, le 9 janvier. TV, radios, quotidiens y ont accordé un écho important.

**Edith Piret
Bomal**

Pour Inconnu 1 et Inconnu 2

A l'heure de cristal,
dans le foisonnement des étoiles
la voie lactée traîne son Escaut d'argent.
Et l'Elise D aux flancs chargé de cacao
roule sa berceuse de mort.

Nus dans les cales : Inconnu 1 et Inconnu 2.
Amer le goût du chocolat,
amer le froid et amère la fuite.
Qui donc abandonne sans raison sa famille et son pays ?
Et l'Elise D aux flancs chargé de cacao,
roule sa berceuse de mort.

On me dit : manges et bois et sois heureux : chez nous on mange à sa faim.
Mais comment boire et manger ce qui a été volé ?
Pourtant je mange, je bois.
Le cacao : 1 balle sur 32 est payée au paysan d'Afrique.
1 balle sur 32.
L'Afrique est un tel délice qu'il n'en reste presque rien.
Le quai 324 fredonne tristement, Pour Elise.

Ils ont pénétré jusqu'au cœur de l'Afrique,
brandissant le fer et la croix.
Ils ont emmené l'homme et la femme
ils ont pillé l'or, le cuivre et le diamant
et l'ivoire de l'éléphant.
Le luxe qui baigne dans le sang et la mort écarlate,
comme l'écume sur la plage.
Où Cécile Kayirebwa chante
sa berceuse de mort.

Sous la lune qui chancelle,
quand le lion dresse sa crinière
annonçant l'heure de la chasse,
ils embarquent.
Abidjan en Côte d'Ivoire est leur point de départ. Destination :
la mort.
Inconnus. Clandestins.
Non, pas des migrants : ils n'émigrent pas pour le plaisir,
choisissant librement un autre pays.
Non, ils fuient.
Quand Cécile Kayirebwa chante sa berceuse,
près de leur tombe, la glace brille sur les flaques du dégel,
matte.

Inconnu 1 et Inconnu 2. Agités, ils reposent ainsi
dans la terre jaune du cimetière,
guettant le moindre changement des deux côtés
du rempart de fer européen.
Ils n'oublient rien, ne pardonnent rien,
rien de ce qui s'est passé.
Et le silence de l'injustice ne peut en rien les leurrer,
car ils incarnent les rumeurs
rapportant la barbarie qui frappe là, qui frappe ici,
les rumeurs qui ont pu s'échapper.
Mais leur mère saura-t-elle ?
Pendant que Cécile Kayirebwa berce sa chanson,
son manteau d'hiver glisse doucement sur la glace matte,
et ils entendent.

Hugo Franssen, Geel

Le froid sur le quai 324

Anvers, 28 décembre 1995,
sur le quai 324

Heure matinale
Matin glacial
Seul le flanc du bateau
nous sépare de deux hommes
qui ont pris ce navire comme dernière bouée de sauvetage.
Mais dans ce monde, c'est une illusion.

Aujourd'hui, sans leurs proches pour les pleurer,
on les porte à leur tombe
tandis que là-bas ils étaient tant aimés.

**Louis Smits
ouvrier pensionné
Hoboken**

PARTI du TRAVAIL de BELGIQUE

Le PTB est un parti unifié, rassemblant des travailleurs belges et immigrés, en Wallonie, à Bruxelles et en Flandre. Il lutte contre le capitalisme et l'impérialisme et intègre la science générale du marxisme-léninisme dans sa pratique concrète, pour définir sa stratégie de la révolution socialiste en Belgique.

Contre qui le PTB se bat-il ? Le PTB combat le grand capital : banques, holdings, multinationales. Les moyens de production sont leur propriété privée et la société est régie selon leur soif de profit. Ils sont la cause de l'exploitation, de la misère et de la montée du fascisme. Le PTB combat l'appareil d'Etat capitaliste qui garantit la dictature du capital contre le travail. Cet Etat transfère aux capitalistes des milliards puisés dans les poches des travailleurs. Sa gendarmerie est la milice privée du patronat.

Que veut le PTB ? Le PTB veut l'expropriation sans indemnisation des grands capitalistes : leurs moyens de production doivent devenir la propriété collective des travailleurs. L'économie doit être planifiée suivant les besoins de la population travailleuse. Le PTB veut la destruction de l'appareil d'Etat capitaliste et la constitution d'un Etat socialiste, prenant appui sur les masses travailleuses.

Le tiers monde. Les puissances impérialistes ont amassé une gran-

de partie de leurs richesses en pillant le tiers monde. Le PTB soutient les mouvements révolutionnaires qui se battent pour l'indépendance, la démocratie populaire et le socialisme.

L'impérialisme c'est la guerre. La concurrence entre les Etats Unis, le Japon et l'Europe s'accroît. L'Allemagne rêve d'un quatrième Reich : elle renforce son hégémonie au sein de l'Union européenne. Les puissances impérialistes s'unissent pour opprimer le tiers monde. Ils y mènent des agressions militaires sous le couvert du «droit d'ingérence». En Europe de l'Est aussi, les interventions militaires sont appelées à se multiplier. Le PTB dit non à l'impérialisme européen, non à l'Europe allemande.

L'expérience historique du socialisme. Le PTB s'inspire de l'expérience historique du mouvement communiste international : la révolution d'Octobre en Russie, dirigée par Lénine ; la construction du socialisme sous la direction de

Staline ; la révolution chinoise dirigée par Mao, qui a ouvert la voie socialiste dans le tiers monde. Depuis Krouchtchev, le révisionnisme a miné petit à petit la base socialiste de l'URSS. Il a liquidé les principes fondamentaux du pouvoir de la classe ouvrière. L'économie soviétique s'est effondrée ; le parti s'est coupé des masses. La restauration du capitalisme sauvage en ex-URSS a été l'aboutissement de cette politique révisionniste.

Le mouvement communiste. Le PTB se prononce pour l'unité du mouvement communiste international sur la base du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien. Les travailleurs du monde entier ne forment qu'une seule classe. Ils doivent s'unir contre l'impérialisme et le capitalisme.

Fonds de soutien.
001-1151486-75, PTB-Bruxelles

Adresses de contact

Secrétariat national. Bd Lemonnier 171, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 fax: (02)513 98 31 • **Secrétariat national Rebelle.** Bd M. Lemonnier 171, boîte 11, 1000 Bruxelles (02)513 10 95 • **Anvers.** Van Arteveldestraat 5, 2060 Antwerpen (03)225 28 93 • **Bruges.** Ezelsstraat 36, 8000 Brugge (050)33 42 07 • **Bruxelles.** Bd M. Lemonnier 171 bte 2, 1000 Bruxelles (02)513 77 60 • **Charleroi.** 21 rue Zénobe Gramme, 6000 Charleroi (071)32 45 65 • **Courtrai.** Sint Denijsstraat 78, 8500 Kortrijk (056)21 75 30 • **Deurne.** St-Rochusstraat 59, 2100 Deurne (03)322 30 27 • **Gand.** Zondernaamstraat 50, 9000 Gent1 (09)224 39 01 • **Genk.** Keinkesstraat 5, bus 12, 3600 Genk (089)36 28 90 • **Hasselt.** Waterleliestraat 32, 3500 Hasselt, (011)21 03 11 • **Herstal.** Avenue Ferrer 26, 4040 Herstal (041)64 73 33 • **Hoboken.** Oudestraat 34, 2660 Hoboken (03)828 02 43 • **Liège.** Chaussée des Prés 19, 4020 Liège (041)43 97 00 • **Louvain.** Kapucijnenvoer 139, 3000 Louvain (016)22 06 83 • **Malines.** Hanswyckstraat 64, 2800 Mechelen (015)42 06 66 • **Namur.** Chaussée de Louvain 584, 5020 Champion (081)20 03 42 • **St-Niklaas.** Moerlandstraat 7, 9100 St-Niklaas (03)777 15 88 • **Schaerbeek.** La Clé Chaussée de Haecht 276, 1030 Bruxelles (02)245 98 50 • **Seraing.** Rue C. Lemonnier 112, 4100 Seraing (041)37 70 41 • **Turnhout.** Patrijzenstraat 22, 2440 Geel (014)58 67 24 • **Vilvorde.** Spiegelstraat 15, 1800 Vilvorde (02)251 88 69 • **Zelzate.** Groenplein 19, 9060 Zelzate. (091)44 92 44

solidaire

171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles
☎ (02)513 66 26 • Fax: (02)513 98 31 - EMail : solidaire@gn.apc.org

Rédacteur en chef: Kris Merckx

Editeur responsable: Marie-Rose Eligius

Tarifs des abonnements:	1 an	6 mois	3 mois
Belgique:	1600 FB	850 FB	425 FB
Etudiant, chômeur, +60 ans*	1200 FB	650 FB	325 FB
Soutien	3000 FB	1500 FB	750 FB
Europe:	1950 FB	1000 FB	550 FB
	340 FF	175 FF	95 FF
Sous enveloppe:	+200 FB	+100 FB	+50 FB
	+36 FF	+18 FF	+9 FF
Autres:	2750 FB	1400 FB	750 FB
	475 FF	240 FF	130 FF

Belgique: compte en banque 001-0728997-21

Etranger: compte chèque postal: 000-1666959-14

* Joindre carte d'étudiant, de chômeur ou pièce d'identité.

Abonnement à l'essai gratuit

Découpez ce bon et renvoyez-le à
Solidaire-Promotion, 171 bd Lemonnier, 1000 Bruxelles

Nom et prénom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Commune: _____

Age: _____ Entreprise/Ecole: _____

- Envoyez-moi 5 numéros gratuitement et sans engagement.
 Je désire m'abonner. Envoyez-moi les formulaires nécessaires.

Chaque mois, mille cartes au gouvernement

Objectif veut continuer à faire pression sur le gouvernement en faveur de la revendication des droits égaux signée par plus d'un millions de personnes. On a préparé une nouvelle carte postale, adressée au gouvernement : chacun y écrira son argument personnel expliquant son engagement pour l'égalité des droits. Cette année, Objectif entend rassembler chaque mois mille cartes. Les premières seront adressées à Dehaene le 14 mars. A côté de la manifestation (voir ci-contre), cette action est un moyen essentiel de discuter des droits égaux et de relancer la proposition de loi Harnie dans tous les milieux.

Demande-le à tes amis

Par les cartes mentionnées ci-dessus, Objectif 479.917 invite des "Belges connus" (artistes, sportifs, syndicalistes, milieu des jeunes...) à mettre sur papier leur argument. Objectif veut aussi permettre à de jeunes immigrés d'exprimer leur colère contre les discriminations et le racisme.

Tu veux participer ? Demande à tes amis, collègues, voisins ou à ta famille s'ils veulent remplir une carte avec leur argument. Tu peux aussi organiser une "soirée de rédaction" dans ton quartier. Une soirée de discussion avec des amis sur le thème du racisme. Un enjeu concret : leurs arguments pour les droits égaux. Naturellement, tu peux demander à chacun de participer à son tour et d'inviter lui-même des gens pour la campagne de cartes et pour la manif. Et on a évidemment besoin d'aide pour centraliser les cartes.

Les porte-parole de la campagne Cecile Harnie et Anne Morelli prennent l'initiative et vous trouverez leurs arguments dans ce journal. Veillez à ce que les vôtres soient aussi le 14 mars chez Dehaene. Commandez dès à présent vos cartes au secrétariat d'Objectif. (02/513.83.46)

L'argument d'Anne Morelli



Anne Morelli, professeur d'histoire à l'ULB : «Parce que mon père a 75 ans, qu'il est en Belgique depuis plus de 50 ans mais n'a jamais pu voter dans SA commune, je soutiens 'Objectif', la campagne 'Droits égaux' et le projet de loi visant à attribuer automatiquement la nationalité belge après cinq ans de résidence légale en Belgique.»

Je participe

Nom :

Adresse :

Code postal. :

Commune

Profession

Téléphone :

Je commande

..... affiches et dépliants du 24 mars 1996

..... cartes "Mon argument pour les droits égaux"

..... colis (cartes postales, badge, autocollant) à 100 F.

Renvoyer à Objectif 479.917, 68 rue de la caserne, 1000 Bruxelles (02/513.83.46).

Droits égaux, aussi une revendication syndicale

24 mars : manifester pour l'égalité, contre les discriminations

Cecile Harnie, porte-parole d'Objectif 479.917, est engagée à fond dans la mobilisation des syndicalistes et des organisations de jeunes pour la manifestation du 24 mars pour les droits égaux. «De nombreux antiracistes n'ont pas enterré la hache de guerre», constate-t-elle avec espoir...

Fred Detaeye

Dans le quotidien De Morgen du 10 janvier, Leo Dehaes pousse un soupir de soulagement : le "cordon sanitaire" autour du Vlaams Blok est rompu. Selon lui, ce parti peut entrer au gouvernement. C'est mauvais signe pour la manif ?

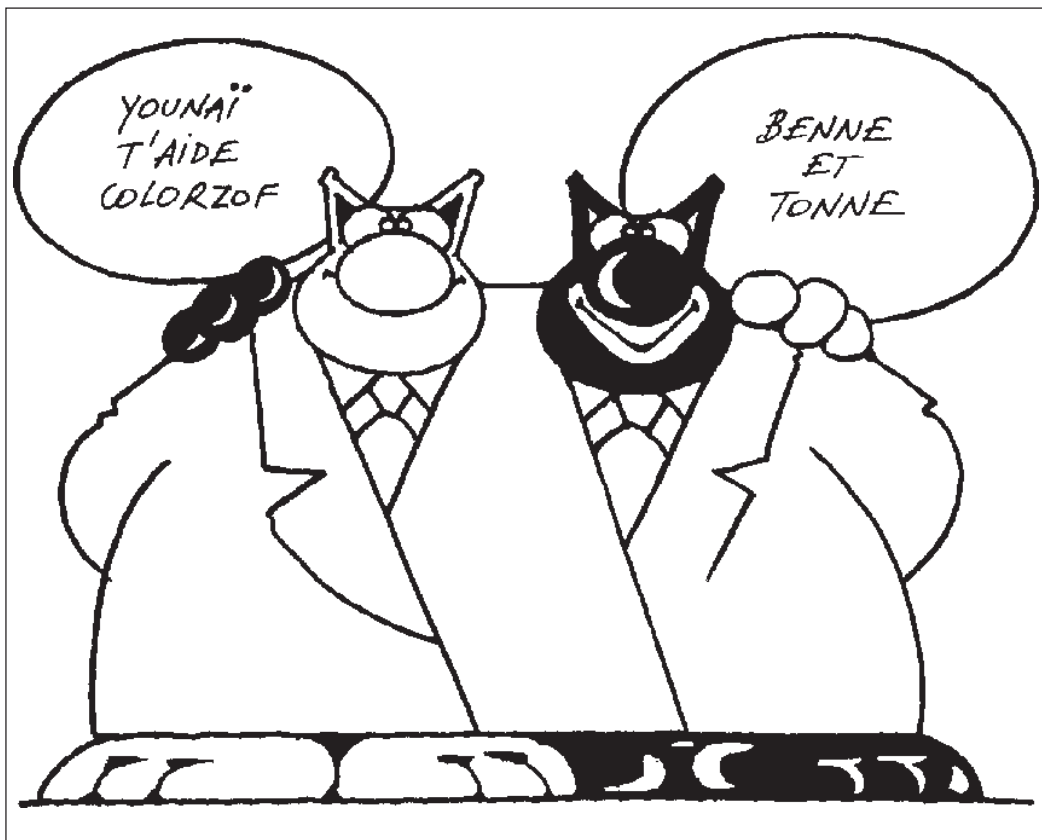
Cecile Harnie. Certainement pas. Ce sont surtout les jeunes qui veulent empêcher la banalisation du racisme et du fascisme. L'an passé, certains doutaient encore de l'utilité d'une manifestation, mais à présent, ils estiment que les antiracistes doivent se manifester.

L'extrême droite devient de plus en plus "politiquement acceptable". On n'entend plus grand chose du discours qui a été tenu au lendemain du "dimanche noir" (succès électoral fasciste en 1991 - ndlr). Alors que la violence raciste augmente et que la politique anti-réfugiés du gouvernement reprend différents points du programme du Vlaams Blok fasciste. Tout cela stimule le racisme. Et après l'approbation de la loi Erdman, on élimine tout débat sur l'égalité des droits. Voilà ce que nous voulons rompre. Nous comptons sur chaque personne qui défend les réfugiés politiques pour manifester contre la politique d'exclusion. L'axe central reste les droits égaux, via l'octroi automatique de la nationalité. Voilà qui nous unit dans la lutte contre le racisme et le fascisme.

On peut quand même se demander ce que rapporte une manif ?

Cecile Harnie. Oui, certaines personnes que je rencontre n'y croient pas. "Si les politiciens ne réagissent pas à un million de signatures, qu'est-ce qu'une manif y changera ?

Bien sûr, ce n'est pas un truc magique, mais cela renforce la



A chacun ses arguments pour l'égalité des droits entre Belges et immigrés

campagne à long terme. Beaucoup dépend de l'approche, de la préparation, de la clarté des revendications, du suivi... Grâce à cette manifestation, nous établissons de nouveaux contacts, nous parlons à nouveau avec plein de gens, des organisations et mouvements. Au sujet de notre proposition de loi et de la stratégie antiraciste. La manif n'est pas un but en soi, mais un moyen d'atteindre un objectif. Et cet objectif est clair : les immigrés deviennent belges automatiquement après cinq ans.

Pour certains, après le dimanche noir du 24 novembre 91, l'objectif était d'amener beaucoup de gens en rue, de former un front aussi large que possible. Mais leurs revendications étaient particulièrement vagues. Cela n'entraîne qu'une déception car rien n'en sort. Par contre, Objectif avait dès le début un... objectif clair et ça donne la force pour unir les gens.

Une manifestation, c'est aussi un moyen idéal pour les atteindre dans leur salon. Par ces temps de crise, beaucoup sont légitimement inquiets quant à leur pension, leur travail, leur salaire.

A tous, nous voulons dire : nous devons nous battre ensemble pour la Sécurité sociale et l'emploi mais aussi pour l'égalité des droits.

En fait, qu'a atteint Objectif ?

Cécile Harnie. Objectif n'a pas inventé la revendication des droits égaux. Cette revendication est issue de l'action de Belges et d'immigrés. Ces actions, le million de signatures

et notre proposition de loi, tout cela a mis le monde politique sous pression. La preuve : les diverses propositions de loi introduites depuis. Le million de signatures rassemblé par Objectif a contraint le gouvernement à adopter la loi Erdman - qui n'est pas bonne ! - encore avant les élections.

Mais la réponse à la question dépend du point de départ : un verre à moitié vide ou à moitié plein ? Je me suis fixé comme but de lutter pour une société, un monde de droits égaux. Tous les pas dans cette direction sont positifs. Si difficile que ce soit, nous sommes en train de redresser une situation. Bien entendu, les décideurs politiques veulent qu'on n'en parle pas. Donc, la manif doit être un moteur pour rouvrir le débat politique.

Objectif lance une nouvelle campagne "Mon argument pour les droits égaux". Quelle est votre motivation personnelle dans ce combat ?

Cecile Harnie. Mon engagement pour Objectif 479.917 est le résultat de mon expérience, de certains choix dans ma vie. Ce n'est pas que je me sois éveillée le 24 novembre 91. Enfant d'une famille ouvrière, jeune femme, femme tout simplement, j'ai dû subir des oppressions, des inégalités matérielles. On est obligé d'avaler certaines choses. Mais l'injustice, l'oppression, je ne les ai jamais acceptées.

Beaucoup de gens réagissent en sombrant dans le négativisme et je peux le comprendre. Si on ne compte quand même pas, alors on peut rester de côté. Ce qui a

été important dans ma vie, c'est que j'ai été interpellée par les jeunes de la JOC (Jeunesse Ouvrière Chrétienne) et cela m'a incitée à m'engager pour le changement. Voilà qui montre l'importance de campagnes comme celles d'Objectif, invitant les gens à se lancer ensemble dans la lutte pour les droits égaux, pas pour soi-même en premier lieu, pour sa petite personne, mais pour oeuvrer tous ensemble au changement.

La manifestation ne risque-t-elle pas de passer à l'arrière-plan à cause de l'agitation sociale sur la Sécu, les services publics, le chômage ?

Cecile Harnie. En tant que militante syndicale dans une entreprise, cela me poserait aussi problème. Mais pourquoi se bat-on quand on refuse le programme des fascistes pour le syndicat ? Ils manipulent la question des immigrés pour amener la division parmi les travailleurs. Et le gouvernement utilise de plus en plus la même politique, la même division.

Il faut y réfléchir. Après les immigrés et les réfugiés, c'est le tour des syndicalistes et des travailleurs. Il est essentiel de comprendre que si on réussit à enfoncer un coin entre les travailleurs et que, par exemple, le chômeur immigré vaut moins, alors à terme tout le monde est foutu. La division sabote la Sécu et l'emploi. La revendication des droits égaux doit donc devenir un point incontournable dans toute manif syndicale.